



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Fiduciaire Métropole Audit

26 boulevard du Général de Gaulle
59100 Roubaix
France

Bigben Interactive S.A.

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2015
Bigben Interactive S.A.
396/466 rue de la Voyette - CRT 2 - 59273 Fretin
Ce rapport contient 47 pages
Référence : LP-153-02



KPMG AUDIT IS
Immeuble Le Palatin
3 cours du Triangle
CS 80039
92939 Paris La Défense Cedex
France

Fiduciaire Métropole Audit

26 boulevard du Général de Gaulle
59100 Roubaix
France

Bigben Interactive S.A.

Siège social : 396/466 rue de la Voyette - CRT 2 - 59273 Fretin
Capital social : €32 822 408

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 mars 2015

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 mars 2015 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société Bigben Interactive S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1 Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.3.2 de l'annexe qui expose les éléments sous-tendant l'application du principe de continuité d'exploitation.

2 Justification des appréciations

Les estimations comptables concourant à la préparation des comptes ont été réalisées dans un environnement incertain, lié à la crise des finances publiques de certains pays de la zone euro. Cette crise s'accompagne d'une crise économique et de liquidité, qui rend difficile l'appréhension des perspectives économiques. Ces conditions sont décrites dans le paragraphe « Recours à des estimations » de la note 2.3.2 aux états financiers consolidés. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de Commerce relatives à la justification des appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Les goodwill et autres éléments de l'actif immobilisé ont fait l'objet de tests de perte de valeur selon les modalités décrites dans les notes 2.3.4 et 2.3.7 aux états financiers consolidés. Ces tests de perte de valeur sont réalisés sur la base d'hypothèses qui sont fondées sur des prévisions présentant par nature un caractère incertain quant à leur réalisation, ces réalisations différant, parfois de manière significative, des prévisions.

Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation et nous avons vérifié que les informations fournies dans le paragraphe « Note 1 Goodwill » de la note 2.4.1 aux états financiers consolidés donne une information appropriée.

- Votre société comptabilise des dépréciations sur les stocks de marchandises, tel que décrit dans la note 2.3.11 aux états financiers consolidés.

Nos travaux ont consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les estimations retenues par la direction et à revoir les calculs effectués par la société.

- Votre société a souscrit des instruments financiers dérivés de change tel que décrit en note 38 aux états financiers consolidés.

Nous avons examiné les modalités de valorisation de ces instruments financiers dérivés de change et nous avons vérifié que les informations fournies dans la note 38 aux états financiers consolidés donne une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

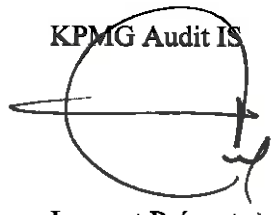
3 Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les commissaires aux comptes,

Marcq en Baroeul, le 2 juillet 2015

KPMG Audit IS

Laurent Prévost
Associé

Roubaix, le 2 juillet 2015

Fiduciaire Métropole Audit

Arnaud Birlouez
Associé



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2014 / 2015

TABLE DES MATIERES

1. COMPTES CONSOLIDES AU 31 MARS 2015	2
1.1 Bilan.....	2
1.2 Compte de Résultat Consolidé.....	3
1.3 Variation des Capitaux Propres	4
1.4 Tableau de Flux de Trésorerie.....	5
2. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES	6
2.1 Informations relatives à l'entreprise	6
2.2 Faits marquants de l'exercice	6
2.2.1 Développement commercial	6
2.2.2 Evolution du périmètre	6
2.2.3 Actionnariat	7
2.2.4 Autres évènements	7
2.2.5 Evènement post clôture.....	7
2.3 Principes et méthodes comptables	8
2.3.1 Déclaration de conformité	8
2.3.2 Base de préparation.....	8
2.3.3 Principes de consolidation.....	9
2.3.4 Goodwill.....	10
2.3.5 Autres immobilisations incorporelles	11
2.3.6 Immobilisations corporelles	11
2.3.7 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé	11
2.3.8 Actifs et passifs financiers non dérivés	12
2.3.9 Instruments financiers dérivés	13
2.3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	13
2.3.11 Stocks.....	13
2.3.12 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées	13
2.3.13 Impôts.....	14
2.3.14 Provisions	14
2.3.15 Engagements de retraites et assimilés	14
2.3.16 Paiements fondés sur des actions (IFRS 2).....	14
2.3.17 Titres d'autocontrôle	15
2.3.18 Résultat par action.....	15
2.3.19 Tableau des flux de trésorerie	15
2.3.20 Revenus.....	15
2.3.21 Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers	15
2.3.22 Périmètre de consolidation	17
2.3.23 Informations sectorielles	17
2.4 Notes complémentaires	20
2.4.1 Notes complémentaires au bilan	20
2.4.2 Notes complémentaires au compte de résultat	31
2.4.3 Autres informations.....	34
2.4.4 Informations relatives aux parties liées	41



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

1. COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 MARS 2015

1.1 BILAN

en milliers d'euros	Notes	mar. 2015	mar. 2014	Variation
Goodwill	1	35 918	35 918	+0
Autres immobilisations incorporelles	2	23 820	23 804	+16
Immobilisations corporelles	3	16 749	18 003	(1 254)
Titres mis en équivalence	4	15 387	12 465	+2 921
Autres actifs financiers	5	505	486	+19
Actifs d'impôts différés	6	8 695	3 505	+5 190
Actifs non courants		101 074	94 181	+6 892
Stocks	7	59 125	52 617	+6 508
Créances clients	8	32 013	36 141	(4 128)
Autres débiteurs	9	12 706	23 951	(11 245)
Actifs d'impôts exigibles		19	765	(746)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	7 065	3 691	+3 374
Actifs courants		110 928	117 165	(6 237)
TOTAL ACTIF		212 002	211 346	+655
Capital		32 822	32 407	+415
Primes		29 857	28 904	+953
Réserves consolidées		46 079	46 436	(357)
Résultat de la période		(4 302)	2 448	(6 750)
Ecart de conversion		723	(18)	+741
Capitaux propres part du groupe		105 179	110 177	(4 998)
Participations ne donnant pas le contrôle		-	-	-
Total des capitaux propres	16	105 179	110 177	(4 998)
Engagements envers le personnel	11	410	416	(6)
Passifs financiers à long terme	12	7 638	25 810	(18 172)
Passifs d'impôts différés	13	6 914	6 680	+234
Passifs non courants		14 962	32 906	(17 944)
Provisions à court terme	14	795	128	+667
Passifs financiers à court terme	12	38 944	23 519	+15 425
Fournisseurs		25 889	27 761	(1 872)
Autres créditeurs	15	25 913	16 723	+9 190
Passifs d'impôts exigibles		320	132	+188
Passifs courants		91 861	68 263	+23 598
Total Passif et Capitaux Propres		212 002	211 346	+655

KPMG

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification.

1.2 COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

(en k€)	Notes	mar. 2015	mar. 2014
Chiffre d'affaires	20	184 856	178 264
Autres produits opérationnels	21	371	1 207
Produits des activités ordinaires		185 227	179 471
Achats consommés		(133 776)	(126 713)
Autres achats et charges externes		(22 834)	(23 348)
Impôts et Taxes		(1 046)	(1 281)
Charges de Personnel	24	(17 909)	(16 831)
Amortissements des immobilisations		(6 889)	(6 367)
Autres charges opérationnelles		(1 154)	(811)
Résultats sur cessions d'actifs non courants			1 035
Résultat opérationnel courant		1 619	5 154
Plans d'actions gratuites et stock-options	28		(302)
Autres éléments opérationnels non récurrents	29		(4 875)
Résultat opérationnel		1 619	(23)
Coût de l'endettement financier net		(1 414)	(939)
Résultat de Change		(11 697)	(2 267)
Résultat financier	25	(13 111)	(3 206)
Résultat avant impôt		(11 492)	(3 229)
Impôt sur les résultats	26	4 278	178
Quote-part de résultat des sociétés mise en équivalence		2 912	5 498
Résultat net de la période		(4 302)	2 448
Gains et pertes enregistrés en capitaux propres		(55)	(40)
Ecart de conversion		741	(119)
Résultat global de la période		(3 616)	2 289
dont Participations ne donnant pas le contrôle			0
dont Part du groupe		(3 616)	2 289
Résultat net de la période		(4 302)	2 448
dont Participations ne donnant pas le contrôle		0	0
dont Propriétaires de la société		(4 302)	2 448

Résultat par action

Résultat de base par action (en euro)	27	-0,26 €	0,15 €
Nombre moyen pondéré d'actions		16 277 049	16 071 283
Résultat Net de la période - Part du Groupe		-4 302 493	2 447 711
Résultat dilué par action (en euro)	27	-0,26 €	0,15 €
Nombre moyen d'actions après dilution		16 277 049	16 071 283
Résultat Net de la période - Part du Groupe		-4 302 493	2 447 711

1.3 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en milliers d'euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes d'émission	Réserves consolidées			Participations ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres
				Réserves	Ecartis de conversion	Capitaux propres du groupe		
Capitaux propres au 31 mars 2013	16 039 616	32 079	28 904	46 905	101	107 989	(409)	107 580
Résultat au 31 mars 2014				2 448		2 448	0	2 448
Variation des écarts de conversion					(119)	(119)		(119)
Ecartis Actuariels sur PIDR				(40)		(40)		(40)
Résultat global				2 408	(119)	2 289	0	2 289
Augmentation de capital	164 000	328				328		328
Prélèvement sur réserves indisponibles				(328)		(328)		(328)
Acquisition du solde du Capital de Modelabs Group				(103)		(103)		(103)
Acquisition du solde du Capital de World GSM				(12)		(12)		(12)
Variation des participations ne donnant pas le contrôle				(409)		(409)	409	0
Contrat de liquidité				116		116		116
Programme Actions gratuites				302		302		302
Autres variations				5		5		5
Capitaux propres au 31 mars 2014	16 203 616	32 407	28 904	46 884	(18)	110 177	0	110 177
Résultat au 31 mars 2015				(4 302)		(4 302)		(4 302)
Gains et pertes enregistrés en Capitaux propres					741	741		741
Ecartis Actuariels sur PIDR				(55)		(55)		(55)
Résultat global				(4 357)	741	(3 616)	0	(3 616)
Distribution de dividendes aux actionnaires de la mère				(1 243)		(1 243)		(1 243)
Augmentation de capital - BSA Actionnaires	3 734	7	21			29		29
Distribution de dividendes en actions	203 854	408	775	(1 182)		0		0
BSA managers			158			158		158
Acquisition Actions Modelabs Group				(185)		(185)		(185)
Contrat de liquidité				(141)		(141)		(141)
Autres variations				1		1		1
Capitaux propres au 31 mars 2015	16 411 204	32 822	29 857	41 776	723	105 179	0	105 179

1.4 TABLEAU DE FLUX DE TRESORERIE

en k€

	Notes	mar. 2015	mar. 2014
Flux net de trésorerie liés aux activités opérationnelles			
Résultat de la période		(4 302)	2 448
<i>Elimination des charges et produits sans effet sur la trésorerie ou non liés à l'activité</i>			
• Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence		(2 912)	(5 498)
• Dotations aux amortissements et pertes de valeur		6 889	8 305
• Variation des provisions		521	(68)
• Plus et moins-values de cessions			(587)
• Coûts des paiements fondés sur des actions		(84)	302
• Résultat net du financement		1 415	1 438
• Autres produits et charges sans incidence financière			(659)
• Charge d'impôt		(4 278)	(178)
Capacité d'autofinancement		(2 751)	5 503
Stocks		(6 831)	(5 658)
Créances d'exploitation ⁽¹⁾		6 054	(7 776)
Dettes d'exploitation		7 556	1 454
Variation du BFR		6 779	(11 980)
Trésorerie liée aux activités opérationnelles		4 028	(6 477)
Impôt sur le résultat payé		462	(1 357)
Intérêts payés		(829)	(520)
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES		3 661	(8 354)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(5 587)	(4 261)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(372)	(820)
Cession d'immobilisations corporelles & incorporelles		3	2 842
Acquisition d'immobilisations financières		(143)	(122)
Cession d'immobilisations financières ⁽¹⁾		7 304	491
Dividendes reçus ⁽¹⁾		3 002	
Trésorerie nette sur cessions ou acquisitions de filiales		(245)	9 373
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		3 942	7 563
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Augmentation des capitaux propres		186	
Variation des autres fonds propres		(140)	122
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(1 243)	
Intérêts courus		(586)	(919)
Encaissements provenant d'emprunts		1 504	1 173
Remboursements d'emprunts / Remboursement des dettes financières		(11 095)	(10 226)
TRÉSORERIE PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(10 374)	(9 950)
Incidence des variations de cours de devises		(43)	(73)
Variation nette de trésorerie ou équivalent de trésorerie		(3 794)	(10 774)
Trésorerie à l'ouverture		(8 129)	2 645
Trésorerie à la clôture	10	(11 923)	(8 129)

- (1) Encaissement de 10,2M€ sur le mois d'avril 2014 suite aux opérations de cession de 46% des titres de Modelabs Mobiles à la fin de l'exercice précédent, soit :
- 7,2M€ présentés sur la ligne « cessions d'immobilisations financières » (dont 4,4M€ de réduction de capital et 2,8M€ liés au différé de versement sur la cession de 46% des titres de Modelabs Mobiles),
 - 3M€ de dividendes reçus de Modelabs Mobiles présentés sur la ligne de « Dividendes reçus »
- Ce montant de 10,2M€ figurait au 31 mars 2014 dans la variation de BFR des activités opérationnelles, dans le poste « Créances d'exploitation ».

2. NOTES ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

2.1 INFORMATIONS RELATIVES A L'ENTREPRISE

Les états financiers comprennent la société Bigben Interactive SA – domiciliée en France à Fretin (59273) 396/466 rue de la Voyette, CRT2 - et ses filiales (Groupe Bigben Interactive) pour la période de 12 mois prenant fin au 31 mars 2015. Elle est cotée sur le marché Eurolist d'Euronext Paris, compartiment C (ISIN : FR0000074072 ; Reuters : BIG.PA ; Bloomberg : BIG FP).

Le Groupe Bigben Interactive (ci-après dénommé « Le Groupe »), à la fois leader européen des accessoires pour consoles de jeux vidéo et leader français des accessoires pour mobiles, met en œuvre une complémentarité stratégique des savoir-faire et de l'offre produits afin de répondre à l'évolution du monde multimédia. Son ambition est de devenir un leader de la convergence de l'accessoire multimédia et un acteur de 1^{er} plan sur le marché européen.

Les comptes consolidés au 31 mars 2015 ainsi que les notes y afférant ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 26 mai 2015. Ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires le 23 juillet 2015.

Les informations relatives à l'exercice clos le 31 mars 2013, présentées dans le document de référence 2013 n°D.13-0929 enregistré auprès de l'AMF le 27 septembre 2013, sont incorporées par référence.



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2.2 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

2.2.1 Développement commercial

♦ Edition : succès du jeu Rugby 15

La société poursuit sa stratégie de montée en gamme dans l'édition de jeux vidéo avec la sortie du jeu Rugby 15 sur les 6 plateformes actuelles les plus prisées des joueurs. Le jeu constitue la 1^{ère} simulation de rugby sur consoles de nouvelle génération et s'est vendu à près de 230 000 exemplaires sur l'exercice.

Parallèlement l'enrichissement du catalogue de jeux au concept simple et familial s'est poursuivi afin de répondre à demande sur ce type de produits.

♦ Nouvelle gamme « Essentielle »

Création et implantation d'une nouvelle gamme « Essentielle » visant à répondre à la massification du marché des smartphones. Cette nouvelle gamme en marque propre et axée sur l'énergie et la protection a été adoptée par la totalité des clients de la société et enregistré plus de 2 millions de pièces vendues sur la période.

♦ Accessoires Iphone 6

La sortie de l'Iphone 6 en septembre 2014 a porté le marché et a permis une activité très forte sur la fin de l'année 2014 grâce au succès de la gamme d'accessoires associée (protège écran, étuis, coques et chargeur).

♦ Licence Christian Lacroix

Christian Lacroix est venue s'ajouter aux nombreuses grandes marques avec lesquelles la société a établi des partenariats (Jean-Paul Gaultier, Ora Īto, Kenzo...) pour la conception et la distribution d'accessoires multimedia. Une politique commerciale très dynamique a permis un très bon référencement de cette nouvelle licence.

2.2.2 Evolution du périmètre

♦ Création de la filiale italienne

Bigben Interactive Italia SRL, filiale à 100 % de Bigben Interactive SA, a démarré son activité au début du mois d'octobre 2014, concentré sur les métiers de l'Accessoire et de l'Audio.

♦ Mise en liquidation de Newave Italia

Newave Italia Srl a été mise en liquidation le 16 mars 2015 à l'initiative de son dirigeant. Cette structure détenue à 25,9 % par Bigben Interactive SA, est consolidée par mise en équivalence. L'investissement effectué en mai 2011 dans cette structure était de 200 k€.

2.2.3 Actionnariat

♦ Paiement du dividende en actions

203.854 actions nouvelles ont été émises le 29 août 2014 suite à l'exercice de l'option donnée du 28 juillet au 22 août 2014 aux actionnaires quant à un paiement du dividende 2014 en actions.

♦ Emission de Bons de Souscription d'Actions (BSA)

- 16 203 616 BSA émis au profit des actionnaires (BSA_{Actionnaires}), titres attribués gratuitement en date du 27 juin 2014 à tous les porteurs d'actions Bigben Interactive à la clôture du marché le 26 juin,
- 3 500 000 BSA émis de manière réservée au profit de certains managers du Groupe (BSA_{Managers})

♦ Exercice de Bons de Souscription d'Actions (BSA)

37.340 BSA attribués gratuitement aux actionnaires (BSA_{Actionnaires}), en date du 27 juin 2014 ont été exercés entre le 01 juillet 2014 et le 31 mars 2015, entraînant l'émission de 3.734 actions nouvelles.

♦ Rachat d'actions ModeLabs Group

Le reliquat d'actions gratuites (AGA) couvertes par des engagements de liquidité étant devenu disponible au cours de l'exercice 2014-2015, celui-ci a été acquis comme prévu par les engagements susvisés. Bigben Interactive SA détenant désormais 100 % du capital de sa filiale ModeLabs Group acquise en 2011.



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2.2.4 Autres évènements

♦ Contrôle fiscal Bigben Connected

La SAS Bigben Connected fait actuellement l'objet d'un contrôle de la part de l'administration fiscale sur les exercices allant du 1^{er} janvier 2011 au 31 mars 2013. Une proposition de rectification pour l'exercice 2011 a été reçue le 30 décembre 2014. Bigben Connected a répondu à l'administration le 26 février 2015 et conteste les redressements proposés. Sur la base des avis des conseils de la société, la direction est confiante dans sa capacité à résoudre ce litige fiscal sans perte financière pour le groupe. Aucune provision n'a été comptabilisée au 31 mars 2015 (à l'exception de certains points acceptés par la société et qui ont fait l'objet d'une provision pour risque à la clôture pour 137 K€).

♦ Investissement immobilier

Le site de Lesquin a été acquis le 22 décembre 2014 par levée de l'option d'achat en fin de crédit-bail réalisée pour un montant net hors taxes de 1,00 €uro.

♦ Parité Euro/Dollar

La forte baisse de l'euro face au dollar a généré un impact très significatif tant sur les marges que sur le résultat financier de l'exercice. La perte de change de l'exercice comporte également une perte de -7,5m€ suite à la comptabilisation à la juste valeur des instruments financiers dérivés.

♦ Financement

Compte tenu de la négociation qui était en cours au 31 mars 2015 (et achevée en mai 2015) sur le rééchelonnement de la dette bancaire souscrite en 2011 pour financer l'acquisition du groupe Modelabs, il n'a pas été obtenu avant la clôture de waivers des établissements prêteurs sur le bris anticipé de ratios.

En conséquence, l'intégralité de la dette résiduelle soit 16 M€ a été reclassée en passifs courants au 31 mars 2015.

2.2.5 Evènement post clôture

♦ Rééchelonnement de la dette

La négociation relative à l'échéancier de l'emprunt souscrit en 2011 pour un montant initial de 40 M€ afin de financer l'acquisition du groupe Modelabs a été finalisée en mai 2015. Pour l'exercice 2015-16, l'échéance de 8 M€ dont le paiement était prévu initialement le 31 juillet 2015 est remplacée par le paiement de 6 mensualités du 15 octobre 2015 au 15 mars 2016 pour un total de 4,05 M€. L'exercice 2016-2017 verra quant à lui le paiement de 6 mensualités du 15 octobre 2016 au 15 mars 2017 pour un total de 5,15 M€, le règlement du solde de la dette s'effectuant in fine par un paiement de 6,80 M€ le 31 mars 2017.

♦ Restructuration des instruments financiers dérivés de change

Le Groupe a restructuré début avril 2015 ses instruments financiers dérivés de change. Cf. note 38.

♦ Retour à meilleure fortune de la filiale Bigben Interactive GmbH

La créance résultant du retour à meilleure fortune de 1,60 M€ constaté au 31 mars 2011 a fait l'objet d'un nouveau rééchelonnement, le remboursement initialement prévu in fine au 30 juin 2015 et 30 juin 2016 étant désormais reporté par tiers au 30 juin 2015, 30 juin 2016 et 30 juin 2017.

♦ **Projet de nouveaux prix et durée des BSA 2014-2016**

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale approuvant les comptes de l'exercice clos le 31 mars 2015 un nouveau prix des BSA à 4,00 € au lieu de 7,70 € actuellement, avec une échéance reportée à fin juin 2016 contre fin janvier 2016. Ce projet permettrait au Groupe de lever potentiellement 8 M€ via l'émission de 2 millions d'actions nouvelles.



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2.3 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES

2.3.1 Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés sont établis en conformité avec les normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union Européenne. Le référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union Européenne présente des différences dans leur date d'application avec le référentiel « as issued by IASB ». Ce référentiel est disponible sur le site internet de la Commission Européenne à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_en.htm

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations, applicables ou non à l'exercice 2014-2015, sont détaillées ci-dessous.

♦ **Normes et interprétations nouvellement applicables à compter du 1er avril 2014**

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)
IFRS 10 - Etats financiers consolidés	01/01/2014
IFRS 11 - Partenariats	01/01/2014
IFRS 12 - Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités	01/01/2014
Amendements consécutifs à IFRS 10, 11, 12 sur IAS 27 et IAS 28	01/01/2014
Amendements de transition à IFRS 10, 11, 12	01/01/2014
Amendement IAS 32 - Présentation – Compensation des actifs et passifs financiers	01/01/2014
Amendements à IAS 36 – Informations à fournir sur la valeur recouvrable des actifs non financiers	01/01/2014

L'application de ces nouvelles normes n'a pas eu d'incidence significative sur les comptes du groupe.

♦ **Nouveaux textes applicables par anticipation aux exercices ouverts à compter du 1er avril 2014**

Nouveaux textes IFRS	Date application UE (exercice ouvert à compter du)
IFRIC 21 – Taxes	17/06/14
Améliorations annuelles 2010-2012	01/02/15
Améliorations annuelles 2011-2013	01/01/15
Amendements à IAS 19 – Cotisations des membres du personnel	01/02/15

Le groupe n'a pas opté pour une application anticipée des autres normes et amendements applicables par anticipation qui seront d'application obligatoire pour l'exercice 2015-2016.

Le groupe n'attend pas d'impact significatif sur les états financiers du fait de leur adoption.

2.3.2 Base de préparation

Les états financiers sont présentés en milliers d'euros, sauf indication contraire.

♦ **Continuité d'exploitation**

L'exercice 2015 a été marqué par une forte dégradation de la rentabilité opérationnelle des activités du groupe, notamment du fait de l'évolution défavorable du dollar. Ce phénomène, dans la lignée des exercices précédents, est générateur de tensions de trésorerie, notamment lors des périodes de plus faible activité (effet de saisonnalité).

Ainsi, dans le cadre de l'arrêté des comptes, la direction a procédé à une évaluation de l'application du principe comptable de continuité d'exploitation. Pour étayer cette analyse, la direction s'appuie sur :

- des prévisions d'exploitation impactant favorablement la génération de trésorerie pour l'exercice à venir,

- Le rééchelonnement de la dette d'acquisition du groupe Modelabs et des instruments financiers dérivés de change (Cf. paragraphe 2.1.5. « Evènements post-clôture »),
- des solutions de financement alternatives qui sont susceptibles d'être mises en œuvre à courte échéance et dont la Direction est confiante quant à leur obtention.

Sur la base de ces éléments, les états financiers consolidés ont été établis en appliquant le principe de continuité d'exploitation

♦ Recours à des estimations

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction des estimations et des hypothèses qui affectent les montants figurant dans les états financiers présentés ainsi que les informations données dans les notes annexes du Groupe. Déterminées sur la base des informations et estimations connues à la date d'arrêté des comptes, ces estimations et hypothèses peuvent, le cas échéant, s'avérer sensiblement différentes de la réalité.

Les jugements exercés par la direction lors de l'application des IFRS pouvant avoir un impact significatif sur les états financiers et donc s'avérer sensiblement différents de la réalité sont exposés dans les notes suivantes :

- la valeur recouvrable des goodwill afin d'identifier d'éventuels pertes de valeur (*Note 1 - Goodwill*),
- les provisions (*Note 14 - Provisions*)
- les actifs d'impôts relatifs à des déficits fiscaux reportables non utilisés (*Note 6 - Actifs d'impôts différés*)

Les conséquences de la crise financière de la zone euro, notamment sur la volatilité des marchés financiers, l'accès au financement et la croissance économique rendent difficile l'appréhension des perspectives à moyen terme pour les entreprises. Ainsi, les comptes consolidés de l'exercice ont été établis par référence à l'environnement immédiat, notamment pour les estimations présentées ci-dessus.

♦ Comparabilité des comptes

Les méthodes comptables exposées ci-dessus ont été appliquées d'une façon permanente à l'ensemble des périodes présentées dans les états financiers consolidés.



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2.3.3 Principes de consolidation

♦ Critères de consolidation

Les sociétés contrôlées par le Groupe Bigben Interactive sont consolidées par intégration globale. Les sociétés dans lesquelles le Groupe Bigben Interactive, sans en avoir le contrôle, exerce une influence notable, sont mises en équivalence.

Les sociétés sont consolidées sur la base des comptes annuels arrêtés au 31 mars 2015, et retraitées le cas échéant en harmonisation avec les principes comptables du Groupe.

♦ Date d'effet des acquisitions et des cessions

L'entrée d'une entreprise dans le périmètre de consolidation est effective :

- soit à la date d'acquisition des titres,
- soit à la date de prise de contrôle ou d'influence notable si l'acquisition a eu lieu en plusieurs fois,
- soit à la date prévue par le contrat d'acquisition si celui-ci prévoit le transfert du contrôle à une date différente de celle du transfert des titres.

La sortie d'une entreprise du périmètre de consolidation est effective à la date de perte de contrôle ou d'influence notable.

♦ Perte de contrôle

Lors d'une perte de contrôle, le Groupe décomptabilise les actifs et passifs de la filiale, toute participation ne donnant pas le contrôle et les autres éléments de capitaux propres relatifs à cette filiale. Le profit ou la perte éventuelle résultant de la perte de contrôle est comptabilisé en résultat. Si le Groupe conserve une participation dans l'ancienne filiale, celle-ci est évaluée à sa juste valeur à la date de perte de contrôle. Ensuite, la participation est comptabilisée en tant qu'entreprise mise en équivalence ou actif financier en fonction du niveau d'influence conservé.

♦ Regroupement d'entreprises

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés par application de la méthode de l'acquisition en date d'acquisition, qui est la date à laquelle le contrôle est transféré au Groupe. Le contrôle est le pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles d'une entité afin d'obtenir des avantages de ses activités. Pour apprécier le contrôle, le Groupe prend en compte les droits de vote potentiels qui sont actuellement exerçables.

Le Groupe évalue le goodwill à la date d'acquisition comme :

- la juste valeur de la contrepartie transférée ; plus
- le montant comptabilisé pour toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise ; plus
- si le regroupement d'entreprises est réalisé par étapes, la juste valeur de toute participation précédemment détenue dans la société acquise ; moins
- le montant net comptabilisé à la juste valeur au titre des actifs identifiables acquis et des passifs repris.

Quand la différence est négative, les coûts liés à l'acquisition, autres que ceux liés à l'émission d'une dette ou de titres de capital, que le Groupe supporte du fait d'un regroupement d'entreprises sont comptabilisés en charges lorsqu'ils sont encourus.

♦ Participations ne donnant pas le contrôle

Pour chaque regroupement d'entreprises, le Groupe choisit d'évaluer toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise soit à la juste valeur, soit au prorata des actifs nets identifiables de l'entreprise acquise.

Les modifications du pourcentage de détention des titres de participation du Groupe dans une filiale qui n'entraînent pas la perte du contrôle de celle-ci sont comptabilisées comme des transactions conclues avec les propriétaires agissant en leur qualité de propriétaires. Les variations des participations ne donnant pas le contrôle sont déterminées sur la base de la quote-part dans les actifs nets de la filiale. Aucun ajustement n'est pratiqué sur le goodwill et aucun profit ni aucune perte ne sont comptabilisés en résultat.

♦ Filiales

Une filiale est une entité contrôlée par Bigben Interactive SA. Le contrôle existe lorsque les relations de la société avec l'entité l'exposent ou lui donnent droit à un rendement variable et qu'elle a la possibilité d'influer sur ce rendement du fait du pouvoir qu'elle exerce sur cette entité.

Les états financiers des filiales sont inclus dans les états financiers consolidés à partir de la date à laquelle le contrôle est obtenu jusqu'à la date à laquelle le contrôle cesse.

♦ Entreprises associées

Les entreprises associées sont les entités dans lesquelles Bigben Interactive SA exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles sans en avoir le contrôle. L'influence notable est présumée quand le Groupe détient entre 20 et 50 % des droits de vote d'une entité.

Les états financiers consolidés incluent la quote-part du Groupe dans le montant total des profits et pertes comptabilisés par les entreprises associées, selon la méthode de la mise en équivalence, à partir de la date à laquelle l'influence notable est exercée jusqu'à la date à laquelle elle prend fin.

♦ Opérations internes au Groupe

Toutes les transactions entre les sociétés intégrées globalement sont éliminées, ainsi que tous les résultats internes à l'ensemble consolidé.

♦ Conversion en euro des états financiers des sociétés étrangères

Les filiales étrangères du groupe Bigben ont pour devise de fonctionnement leur monnaie locale, dans laquelle est libellé l'essentiel de leurs transactions.

- Les actifs et passifs des sociétés du Groupe dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro, sont convertis en euro au cours de change en vigueur à la date de clôture des comptes.
- Les produits et les charges de ces sociétés ainsi que leurs flux de trésorerie sont convertis au cours de change moyen trimestriels de l'exercice.
- Les écarts qui découlent de la conversion sont comptabilisés directement dans les capitaux propres consolidés, dans une composante séparée.

♦ Conversion des opérations en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont converties en appliquant le cours de change en vigueur à la date de transaction.

A la clôture de l'exercice, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères (hors dérivés) sont convertis en euro au cours de change de clôture. Les écarts de change en découlant sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs non monétaires, libellés en monnaie étrangère sont comptabilisés au cours historique en vigueur à la date de transaction.

Les instruments dérivés sont évalués et comptabilisés conformément aux modalités décrites dans la note sur les instruments financiers.

2.3.4 Goodwill

Les goodwill ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 « Regroupements d'entreprises », et IAS36 « dépréciation d'actif ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur dès l'apparition d'indices de pertes de valeur, à savoir une forte dégradation des résultats ou une situation nette négative, et au minimum une fois par an à la date de clôture. Pour ce test, les goodwill sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie, qui correspondent à des ensembles homogènes générant conjointement des entrées de trésorerie indépendantes.

Les modalités des tests de perte de valeur des Unités Génératrices de Trésorerie sont détaillées dans la note 2.3.7 et en « 2.4.1 note 1 – Goodwill ».

Les goodwill sont inscrits à leur coût diminué du cumul des pertes de valeur. En cas de perte de valeur, celle-ci est inscrite en résultat. Les pertes de valeur ne peuvent faire l'objet de reprise.

2.3.5 Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles sont constituées des logiciels acquis, des marques achetées, ainsi que les droits à reproduire, comptabilisés à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur. Les droits à reproduire sont amortis en fonction des quantités mises en production.

Les droits au bail et les logiciels informatiques acquis sont immobilisés et amortis respectivement sur une durée d'utilité de 20 et de 3 ans. Les dépenses portant sur des marques générées en interne sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les dépenses ultérieures relatives aux immobilisations incorporelles sont activées seulement si elles augmentent les avantages économiques futurs associés à l'actif correspondant. Les autres dépenses sont comptabilisées en charges.

Les dépenses de recherche supportées en vue d'acquérir une compréhension et des connaissances scientifiques ou techniques nouvelles sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Les activités de développement impliquent l'existence d'un plan ou d'un modèle en vue de la production de produits et procédés nouveaux ou substantiellement améliorés. Les dépenses de développement sont comptabilisées en tant qu'immobilisation si et seulement si les coûts peuvent être mesurés de façon fiable et le Groupe peut démontrer la faisabilité technique et commerciale du produit ou du procédé, l'existence d'avantages économiques futurs probables et son intention ainsi que la disponibilité de ressources suffisantes pour achever le développement et utiliser ou vendre l'actif.

Les coûts de développement comptabilisés concernent essentiellement les coûts de développement des jeux vidéo édités par le groupe. Les dépenses de développement portées à l'actif sont comptabilisées à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur.

Les coûts de développement des jeux sont amortis à compter de la date de commercialisation des jeux sur la durée de commercialisation de ces derniers. Les jeux vendus en ligne sont amortis linéairement sur 12 mois.

2.3.6 Immobilisations corporelles

Conformément à la norme IAS 16 les immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût diminué du cumul des amortissements et des pertes de valeur. La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Lorsque des composants d'une immobilisation corporelle ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations corporelles distinctes et amorties sur leur durée d'utilité propre.

Le Groupe incorpore les coûts d'emprunt qui sont directement attribuables à l'acquisition, la construction ou la production d'un actif qualifié dans le coût de cet actif.

Le Groupe n'a incorporé aucun coût d'emprunt au titre des immobilisations acquises ou créées au cours de l'exercice 2014-2015.

Les immobilisations financées au moyen de contrats de location financement, telles que définies par la norme IAS 17 « contrats de location », sont présentées à l'actif pour la valeur actualisée des paiements futurs ou la valeur de marché si elle est inférieure lors de leur première comptabilisation. La dette correspondante est inscrite en passifs financiers. Ces immobilisations sont amorties selon le mode et les durées d'utilité décrits ci-dessous, sauf dans les cas où la durée d'utilité du contrat est plus courte et s'il n'est pas prévu de transfert de propriété à l'issue du contrat.

L'amortissement est calculé suivant la méthode linéaire sur la base du coût d'acquisition, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle et d'une éventuelle dépréciation à compter de la date à laquelle le bien est prêt à être mis en service. Sauf cas particulier, les valeurs résiduelles sont nulles. La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes:

Catégorie	Méthode d'amortissement
Constructions	Linéaire, entre 15 et 25 ans
Installations Photovoltaïques	Linéaire, entre 10 et 25 ans
Matériels et outillages	Linéaire, entre 5 et 8 ans
Agencements constructions	Linéaire, 10 ans
Agencement installations	Linéaire, entre 4 et 10 ans
Matériels de transport	Linéaire, 4 ans
Mobilier, matériel de bureau	Linéaire, entre 3 et 10 ans

2.3.7 Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé

Selon la norme IAS 36 « dépréciation d'actif », une perte de valeur est enregistrée en résultat lorsque la valeur recouvrable des immobilisations devient inférieure à leur valeur nette comptable.

La valeur recouvrable des immobilisations correspond au montant le plus élevé entre leur juste valeur nette des coûts de cession et leur valeur d'utilité. La valeur nette comptable des immobilisations corporelles et incorporelles fait l'objet de tests dès l'apparition d'indices de pertes de valeur et au minimum une fois par an pour les actifs à durée de vie indéfinie (catégorie limitée pour le Groupe aux goodwill).

Pour ce test, les immobilisations sont regroupées en Unités Génératrices de Trésorerie (UGT). Les UGT sont des ensembles homogènes d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie qui sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres Groupes d'actifs.

La valeur d'utilité de ces unités est déterminée par référence à des flux futurs de trésorerie après impôt et actualisés. Le taux d'actualisation est déterminé à chaque clôture sur la base du coût du capital spécifique au Groupe Bigben Interactive. Les cash-flows sont issus des cash-flows attendus sur 3 ans. Ils sont déterminés à partir du budget de l'année N+1, élaboré par les entités opérationnelles et validé par la Direction Générale. Les cash flows des années suivantes (N+2 et N+3) sont estimés par application d'un taux de croissance en fonction des anticipations du management. Au-delà de cet horizon, des cash-flows sont extrapolés par application d'un taux de croissance à l'infini.

Compte-tenu de l'organisation du Groupe Bigben Interactive, les unités génératrices de trésorerie principales ont été définies comme suit : Bigben France, Bigben Connected (activité « mobiles »), Bigben Benelux, Bigben Allemagne et Bigben Hong-Kong. .

Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable de l'UGT, une perte de valeur est enregistrée en résultat pour la différence ; elle est imputée en priorité sur les goodwill affectés à l'UGT puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'entité au prorata de la valeur nette comptable de chaque actif de l'unité.

2.3.8 Actifs et passifs financiers non dérivés

Les actifs et passifs financiers sont présentés en « non courants », exceptés ceux présentant une échéance inférieure à 12 mois à la date de clôture, qui sont classés en « actifs courants », en « équivalents de trésorerie » ou en « passifs courants » selon les cas.

Les actifs et passifs financiers non dérivés comprennent :

- les actifs financiers non courants,
- les actifs financiers courants représentant les créances d'exploitation, des titres de créances ou des titres de placement, et la trésorerie
- les passifs financiers courants et non courants comprennent les emprunts bancaires, les autres financements et découverts bancaires et les dettes d'exploitation.



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

◆ Evaluation et comptabilisation des actifs financiers

Conformément à la norme IAS 39 – « instruments financiers : comptabilisation et évaluation », les actifs financiers sont analysés en quatre catégories. La classification dépend de la nature et de l'objectif de chaque actif financier, et est déterminée lors de sa comptabilisation initiale :

▶ Actifs à la juste valeur par le compte de résultat

Un actif financier est classé en tant qu'actif financier à la juste valeur par le biais du compte de résultat s'il est classé comme détenu à des fins de transactions ou désigné comme tel lors de sa comptabilisation initiale. Les actifs financiers sont désignés comme étant à la juste valeur par le biais du compte de résultat si le Groupe gère de tels placements et prend les décisions d'achat et de vente sur la base de leur juste valeur en accord avec la politique de gestion du risque ou la stratégie de placement du Groupe. Les coûts de transaction directement attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus. Les actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat sont évalués à la juste valeur, et toute variation en résultant, qui prend en compte les produits des dividendes, est comptabilisée en résultat.

▶ Actifs détenus disponibles à la vente

Les actifs financiers disponibles à la vente comprennent les titres de placement. Les titres de placement incluent les titres que le Groupe a l'intention de conserver durablement et ceux qui sont cessibles à court terme.

Ces titres sont évalués à leur valeur de marché que le Groupe estime représenter leur juste valeur. Les variations de valeur sont enregistrées directement en autres éléments du résultat global et présentées au sein des capitaux propres dans la réserve de juste valeur. Lorsque l'évaluation à la juste valeur de ces actifs conduit à reconnaître une moins-value latente, cette moins-value passe en résultat si la perte de valeur est significative ou prolongée. Les pertes de valeur sur instruments de capitaux propres classés en disponible à la vente ne sont pas repris en résultat avant la cession des titres concernés.

▶ Prêts et créances

Actifs financiers non dérivés à paiements déterminés ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ces instruments sont comptabilisés au coût amorti. Ils font l'objet de tests de valeur recouvrable, effectués dès l'apparition d'indices indiquant que celle-ci serait inférieure à la valeur au bilan de ces actifs, et au minimum à chaque arrêté comptable. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat.

▶ Placements détenus jusqu'à échéance

Le groupe ne détient pas de placement détenus jusqu'à l'échéance.

♦ Evaluation et comptabilisation des passifs financiers

Le Groupe comptabilise initialement les dettes émises et les passifs subordonnés à la date à laquelle ils sont générés. Tous les autres passifs financiers sont comptabilisés initialement à la date de transaction qui est la date à laquelle le Groupe devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Le Groupe décomptabilise un passif financier lorsque ses obligations contractuelles sont éteintes, annulées ou arrivent à expiration.

Le Groupe classe les passifs financiers non dérivés dans la catégorie des autres passifs financiers. De tels passifs financiers sont comptabilisés initialement à la juste valeur ajustée de tout coût de transaction directement attribuable. Après la comptabilisation initiale, ces passifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Les autres passifs financiers comprennent les emprunts, les découverts bancaires, les dettes fournisseurs et autres créditeurs.

2.3.9 Instruments financiers dérivés

Les dérivés sont comptabilisés initialement à la juste valeur ; les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés en résultat lorsqu'ils sont encourus.

Aucun instrument financier dérivé n'ayant été désigné comme instrument de couverture, les dérivés sont évalués, après leur comptabilisation initiale, à la juste valeur et les variations en résultant sont comptabilisées immédiatement en résultat.

2.3.10 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les liquidités en comptes courants bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie, qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme (moins de 3 mois) et ne présentent pas de risque significatif de perte de valeur en cas d'évolution des taux d'intérêt.

Les découverts bancaires remboursables à vue et qui font partie intégrante de la gestion de trésorerie du groupe constituent une composante de la trésorerie pour les besoins du tableau de flux de trésorerie.

2.3.11 Stocks

Conformément à la norme IAS 2 « Stocks », les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation. Le coût des stocks est déterminé selon la méthode du Prix Moyen Pondéré (PMP). Le coût prend également en compte les frais accessoires, de logistique et de transport, pour amener les stocks à l'endroit où ils se trouvent, conformément à IAS 2- Stocks. Le coût est net des escomptes et des conditions différées obtenus des fournisseurs.

Les coûts d'emprunt ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cours normal de l'activité, diminué des coûts estimés pour l'achèvement et des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente. A chaque clôture, il est effectué une revue des valorisations des produits en stocks en fonction de leurs perspectives de vente et de leur antériorité.

2.3.12 Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées

♦ Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants ou les groupes d'actifs et passifs sont classés comme actifs détenus en vue de la vente, s'il est hautement probable qu'ils soient recouverts principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs ou les composants du groupe destinés à être cédés sont évalués selon les autres principes comptables du Groupe. Ensuite, les actifs (ou le groupe destiné à être cédé) sont comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur au titre d'un groupe destiné à être cédé est affectée d'abord au goodwill, puis aux autres actifs et passifs au prorata de leur valeur comptable, à l'exception toutefois des stocks, des actifs financiers et des actifs d'impôts différés qui continuent d'être évalués selon les autres principes comptables du Groupe qui leur sont applicables. Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif (ou groupe d'actifs et passifs) comme détenu en vue de la vente ou de la distribution ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat.

Une fois classés en actifs détenus en vue de la vente ou de la distribution, les actifs incorporels et les actifs corporels ne sont plus amortis.

♦ Activités abandonnées

Une activité abandonnée est une composante des activités du Groupe, dont les activités et flux de trésorerie sont clairement distincts du reste du Groupe et :

- représente une ligne d'activité ou une zone géographique principale et distincte ;
- fait partie d'un plan unique et coordonné visant à céder une ligne d'activité principale ou une zone géographique principale et distincte, ou

est une filiale acquise exclusivement à des fins de revente.

Le classement comme activité abandonnée a lieu au moment de la cession ou à une date antérieure lorsque l'activité satisfait aux critères pour être classée comme détenue en vue de la vente.

Lorsqu'une activité est classée en activité abandonnée, l'état de résultat global comparatif est retraité comme si l'activité avait satisfait aux critères d'une activité abandonnée à compter de l'ouverture de la période comparative.

2.3.13 Impôts

Les impôts sur les résultats comprennent les impôts exigibles et les impôts différés.

Les charges ou les produits d'impôt sont comptabilisés au compte de résultat sauf s'ils se rattachent à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas ils sont comptabilisés en capitaux propres.

L'impôt différé est déterminé selon l'approche bilancielle de la méthode du report variable pour toutes les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs et leurs bases fiscales. Les éléments suivants ne donnent pas lieu à la constatation d'impôt différé : (i) la comptabilisation initiale du goodwill, et (ii) la comptabilisation d'un actif ou d'un passif dans une transaction qui n'est pas un regroupement d'entreprises et qui n'affecte ni le bénéfice comptable, ni le bénéfice imposable.

Les impôts différés sont évalués en tenant compte de l'évolution connue des taux d'impôt (et des réglementations fiscales) qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la clôture.

Des impôts différés actifs sont constatés lorsqu'ils sont imputables sur des impôts différés passifs ou sur les déficits fiscaux reportables, dès lors qu'il est probable que l'on disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs d'impôts pourront être imputés. La valeur comptable des actifs d'impôt différé est revue à chaque clôture.

Conformément à la norme IAS 12, les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

2.3.14 Provisions

Conformément à la norme IAS 37 « provisions, passifs éventuels et actifs éventuels », une provision est comptabilisée lorsque le Groupe a une obligation juridique ou implicite à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers.

Si l'effet de la valeur temps de l'argent est significatif, les provisions sont actualisées sur la base d'un taux avant impôt qui reflète, le cas échéant, les risques spécifiques au passif.

Si aucune estimation fiable du montant de l'obligation ne peut être effectuée, aucune provision n'est comptabilisée et une information est donnée en annexe.

2.3.15 Engagements de retraites et assimilés

Les salariés du Groupe perçoivent, en complément des allocations de retraite conformes aux législations en vigueur dans les pays où sont implantées les sociétés qui les emploient, des suppléments de retraite et des indemnités de départ à la retraite. Le Groupe offre ces avantages à travers soit, des régimes à cotisations définies, soit des régimes à prestations définies.

Dans le cadre des régimes à cotisations définies le Groupe n'a pas d'autre obligation que le paiement de primes ; la charge qui correspond aux primes versées est prise en compte en résultat sur l'exercice.

Conformément à la norme IAS 19 « Avantages du personnel », dans le cadre des régimes à prestations définies, les engagements de retraites et assimilés sont évalués suivant la méthode des unités de crédits projetées. Selon cette méthode, chaque période de service donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations, et chacune de ces unités est évaluée séparément pour obtenir l'obligation finale.

Cette obligation finale est ensuite actualisée. Ces calculs intègrent principalement :

- une hypothèse de date de la retraite fixée à 65 ans pour les salariés français ;
- un taux d'actualisation financière ;
- un taux d'inflation ;
- des hypothèses d'augmentation de salaires et de taux de rotation du personnel.

Ces évaluations sont effectuées tous les ans pour les principaux régimes.

Les gains et pertes actuariels sont générés par des changements d'hypothèses ou des écarts d'expérience (écart entre le projeté et le réel) sur les engagements ou sur les actifs financiers du régime. Ces écarts étaient reconnus en résultat immédiatement. Suite à l'entrée en application de la norme IAS 19 révisée, ils sont désormais comptabilisés en « Autres éléments du résultat global ». Ils sont présentés au bilan dans la rubrique de capitaux propres « Réserves consolidées » et ne sont pas recyclables dans le compte de résultat.

2.3.16 Paiements fondés sur des actions (IFRS 2)

En application de la norme IFRS 2 « Paiements fondés sur des actions », les options de souscription ou d'achat d'actions ainsi que les attributions d'actions gratuites accordées aux salariés réglées en instruments de capitaux propres doivent être évaluées à leur juste valeur, laquelle juste valeur doit être constatée dans le compte de résultat sur la période d'acquisition des droits d'exercice par

KPMG

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

les salariés, en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres. La juste valeur des options a été déterminée en utilisant le modèle de valorisation Black & Scholes, sur la base d'hypothèses déterminées par la Direction.

2.3.17 Titres d'autocontrôle

Tous les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession éventuelle des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

2.3.18 Résultat par action

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net Part- du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice. Pour la détermination du résultat dilué par action, le nombre moyen pondéré d'actions est ajusté de l'impact maximal de la conversion des instruments dilutifs en actions ordinaires.

2.3.19 Tableau des flux de trésorerie

Le tableau des flux de trésorerie est établi en utilisant la méthode indirecte qui met en évidence le passage du résultat à la trésorerie provenant de l'exploitation.

La trésorerie et équivalents à l'ouverture et à la clôture mentionnée dans le tableau de flux comprend les disponibilités et les valeurs mobilières de placement ainsi que les concours bancaires courants.

2.3.20 Revenus

Les produits provenant de la vente de biens dans le cadre des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, nette des ristournes, remises commerciales et rabais pour quantités.

Les produits sont comptabilisés lorsqu'il existe une indication objective, prenant la forme en général d'un contrat de vente, que les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés au client, que la recouvrabilité de la contrepartie est probable, que le Groupe n'est plus impliqué dans la gestion des biens et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. S'il est probable que des remises seront octroyées et que leur montant peut être évalué de façon fiable, la remise est comptabilisée en moins des produits lorsque la vente est comptabilisée.

2.3.21 Politique du groupe en matière de gestion des risques financiers



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

Le groupe est exposé aux risques financiers suivants :

- risque de crédit,
- risque de liquidité,
- risque de marché,

La présente note décrit les risques financiers auxquels est exposé le groupe, la politique, les procédures de mesures et de gestion des risques.

Les informations quantitatives relatives à ces différents risques figurent dans les différents paragraphes de la présente annexe en lien avec les postes concernés du bilan ou du compte de résultat.

♦ Risque de contrepartie

Le risque de contrepartie représente le risque de perte financière dans le cas où un client viendrait à manquer à ses obligations contractuelles. La gestion de ce risque sur les créances clients est prise en compte notamment par :

- les procédures d'autorisation d'ouverture d'un nouveau compte client qui permettent de s'assurer de la solvabilité de tout nouveau client,
- le reporting mensuel client qui permet d'analyser la durée de crédit moyen accordé au client, le pourcentage et l'ancienneté de l'encours client et ce, sur toutes les zones d'activité du Groupe.

Par ailleurs, la typologie des principaux clients réguliers du groupe à savoir les acteurs de la grande distribution européenne et les grands opérateurs Télécoms français dont la solvabilité est avérée, limite le risque de crédit pour le groupe.

Les autres clients y compris l'intégralité des clients à l'export, font l'objet d'une assurance-crédit lorsque le Groupe est exposé.

♦ Risque de liquidité

Le groupe Bigben Interactive gère le risque de liquidité en s'assurant de l'existence de lignes de crédit court et moyen terme suffisantes au regard de son activité et des variations qu'entraînent celle-ci en matière de besoin en fond de roulement et de remboursement des échéances. Il finance son activité à court terme également par le recours à l'affacturage, à l'escompte (selon les territoires et les contreparties) et à d'autres solutions alternatives de financement. Le groupe a notamment procédé au rééchelonnement de sa dette financière en mai 2015 et de ses instruments dérivés de change en avril 2015 (cf. note 2.3.1 sur la continuité d'exploitation).

♦ Risque de marché

Le risque de marché correspond au risque que les variations de prix de marché (cours de change, taux d'intérêt, prix des instruments de capitaux propres) affectent le résultat du groupe ou la valeur des instruments financiers détenus.

La gestion du risque de marché a pour objectif de contrôler l'exposition au risque de marché et/ou les limites acceptables en termes de couple risque / rentabilité.

► Risque de change

Alors que l'essentiel des ventes du Groupe est effectué en euros, une part importante des achats du Groupe sont libellés en USD ce qui génère un risque de change pour le Groupe. Dans le cadre de la gestion du risque de change, le Groupe a souscrit des instruments financiers dérivés complexes (cf. note 38).

Les cours de référence interne sont révisés à chaque campagne d'achat afin de maîtriser l'impact des variations monétaire sur les marges.

Par ailleurs, les actifs monétaires ainsi que l'endettement du groupe est exclusivement en devise euro.

► Risque de taux

Dans le cadre du financement de son exploitation, le Groupe utilise des financements à taux variable (Euribor), qu'il s'agisse de concours bancaires court terme, de la dette moyen terme historique de Bigben Interactive ou du crédit bancaire pour l'acquisition de ModeLabs Group.

Le Groupe a utilisé en 2014/2015 des instruments dérivés de type swap afin de fixer une partie de son endettement en termes de taux d'intérêt.



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

2.3.22 Périmètre de consolidation

◆ Liste des sociétés consolidées

Société	Pays	Pourcentage	Méthode de consolidation
BIGBEN INTERACTIVE SA	France	Société mère	
BIGBEN BELGIUM SA	Belgique	100,00%	Intégration globale
BIGBEN NEDERLAND BV.	Pays-Bas	100,00%	Intégration globale
BIGBEN INTERACTIVE HK Ltd.	Hong-Kong	100,00%	Intégration globale
BIGBEN INTERACTIVE GmbH	Allemagne	100,00%	Intégration globale
MODELABS GROUP SA	France	100,00%	Intégration globale
BIGBEN CONNECTED SAS	France	100,00%	Intégration globale
BIGBEN SPAIN SL.	Espagne	100,00%	Intégration globale
BIGBEN ITALIA SRL (1)	Italie	100,00%	Intégration globale
GAMES.FR SAS	France	100,00%	Intégration globale
MODELABS SOURCING HK Ltd	Hong-Kong	100,00%	Intégration globale
WORLD GSM SAS	France	100,00%	Intégration globale
BIGBEN USA	Etats-Unis	50,00%	Mise en équivalence
MODELABS MOBILES SAS	France	49,00%	Mise en équivalence
NEWAVE ITALIA SRL	Italie	25,93%	Mise en équivalence

(1) Création au cours de l'exercice 2014 / 2015



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

◆ Variation de périmètre

Cf. note 2.2.2

2.3.23 Informations sectorielles

Le principal décideur opérationnel du Groupe est le Comité Exécutif (Euromeeting).

Le Groupe choisit de présenter l'information sectorielle selon 6 secteurs géographiques (France, Benelux, Allemagne, Espagne, Italie et Hong Kong) conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels ». L'information détaillée par secteur correspond à l'organisation interne du Groupe ainsi qu'à l'information présentée au Conseil d'Administration du Groupe servant notamment à évaluer les performances.

Les informations sectorielles ci-dessous suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers.

◆ Résultat par secteurs géographiques

au 31 mars 2015

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires			Résultat opérationnel	Résultat financier	Impôts	Part de résultats des sociétés mises en équivalence	Résultat des activités abandonnées	Résultat la période
	de l'activité	Inter-segments	Total						
France	145 432	23 650	169 081	(721)					
Benelux	13 530	112	13 643	645					
Allemagne	16 085		16 085	(747)					
Espagne	2 688	26	2 714	(192)					
Italie	2 193		2 193	112					
Hongkong	4 928	48 029	52 957	2 522					
Eliminations		(71 817)	(71 817)						
Total Groupe	184 856	0	184 856	1 619	(13 111)	4 278	2 912		(4 302)

au 31 mars 2014

en milliers d'euros	Chiffre d'affaires			Résultat opérationnel	Résultat financier	Impôts	Part de résultats des sociétés mises en équivalence	Résultat des activités abandonnées	Résultat la période
	de l'activité	Inter-segments	Total						
France	141 220	18 487	159 707	(349)					
Benelux	14 118	140	14 257	(1 470)					
Allemagne	15 456		15 456	514					
Espagne	1 267	7	1 274	177					
Hongkong	6 204	25 348	31 552	1 105					
Eliminations		(43 982)	(43 982)						
Total Groupe	178 264	0	178 264	(23)	(3 206)	178	5 498		2 448

♦ Actifs & passifs sectoriels

au 31 mars 2015

en milliers d'euros	Actifs sectoriels					Passifs sectoriels	Passifs sectoriels						
	Goodwills	Autres actifs non courants	Actifs courants	Actifs impôts différés	Actif total		Passifs d'impôts	Dettes financières	Capitaux propres	Passif Total	Perte de valeur	Investissements	Dotations aux amortissements
France	34 831	55 473	90 556	7 416	188 275	51 876			51 876		5 699	6 723	
Benelux	1 088	190	3 993	129	5 401	1 823			1 823		25	72	
Allemagne		171	7 115	611	7 898	1 145			1 145		15	46	
Espagne		34	1 463	63	1 560	190			190		29	6	
Italie		288	1 665		1 952	934			934		225	23	
Hongkong		255	6 137	475	6 868	3 953			3 953		136	19	
USA		48			48				0				
Eliminations					0				0				
Total Groupe	35 918	56 461	110 929	8 695	212 002	59 922	320	46 582	105 178	212 002	0	6 130	6 889

au 31 mars 2014

en milliers d'euros	Actifs sectoriels					Passifs sectoriels	Passifs sectoriels						
	Goodwills	Autres actifs non courants	Actifs courants	Actifs impôts différés	Actif total		Passifs d'impôts	Dettes financières	Capitaux propres	Passif Total	Perte de valeur	Investissements	Dotations aux amortissements
France	34 831	54 101	98 593	2 457	189 982	42 217			42 217		6 073	8 197	
Benelux	1 088	237	5 771	242	7 337	3 995			3 995		63	54	
Allemagne		202	8 371	408	8 981	1 852			1 852		183	32	
Espagne		16	635		652	77			77		18	1	
Italie		84			84				0				
Hongkong		93	3 795	398	4 286	3 569			3 569		4	21	
USA		25			25				0				
Eliminations					0				0				
Total Groupe	35 918	54 759	117 165	3 505	211 347	51 709	132	49 329	110 177	211 347	0	6 341	8 305

♦ Autres informations (métiers)

La segmentation des activités de la Société et du Groupe est articulée autour de 4 métiers :

- L'Accessoire couvre l'ensemble des accessoires pour consoles et des accessoires pour smartphones;
- L'Édition couvre à la fois les jeux édités sous forme physique (en boîtes) et les jeux en téléchargement ;
- L'Audio cible des produits grand public, l'accent étant aujourd'hui mis sur le développement de modèles originaux.
- La Distribution pour compte de tiers qu'elle soit exclusive ou non, physique ou en ligne, permet de compléter le dispositif commercial des métiers du Groupe et de couvrir toutes les formes de commercialisation, présentes ou futures, qu'il s'agisse de produits liés au jeu vidéo ou à la téléphonie.

La communication du groupe est organisée prioritairement de manière géographique. L'information par métiers est restreinte à la communication du chiffre d'affaires pour des raisons de confidentialité.

en milliers d'euros	Cumul 12 mois au 31 mars 2015				
	Accessoires	Audio	Édition	Distribution	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	131 083	31 477	12 163	10 133	184 856
France	107 613	21 535	10 480	5 803	145 432
Benelux	5 871	3 045	729	3 885	13 530
Allemagne	10 513	4 200	929	443	16 085
Espagne	1 679	1 007	0	2	2 688
Italie	1 799	369	24		2 192
Hongkong	3 608	1 320			4 928

en milliers d'euros	Cumul 12 mois au 31 mars 2014				
	Accessoires	Audio	Édition	Distribution	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	131 360	22 650	10 385	13 869	178 264
France	107 805	16 762	7 610	9 043	141 220
Benelux	5 803	2 741	964	4 610	14 118
Allemagne	10 555	2 874	1 811	216	15 456
Espagne	1 263	3			1 266
Italie					0
Hongkong	5 934	270			6 204

% de variation des performances par zone géographique	Cumul 12 mois au 31 mars 2015				
	Accessoires	Audio	Édition	Distribution	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	-0%	+39%	+17%	-27%	+4%
France	-0%	+28%	+38%	-36%	+3%
Benelux	+1%	+11%	-24%	-16%	-4%
Allemagne	-0%	+46%	-49%	+105%	+4%
Espagne	+33%	+33 455%			+112%
Italie					
Hongkong	-39%	+389%			-21%

% de variation des performances par zone géographique	Cumul 12 mois au 31 mars 2014				
	Accessoires	Audio	Édition	Distribution	Groupe
Total Chiffre d'Affaires	+5%	+39%	+151%	-23%	+9%
France	+2%	+32%	+142%	-4%	+8%
Benelux	-8%	+116%	+106%	-44%	-13%
Allemagne	+19%	+31%	+242%	-50%	+28%
Espagne					
Italie					
Hongkong	+48%	+62%			+49%

2.4 NOTES COMPLÉMENTAIRES

2.4.1 Notes complémentaires au bilan

♦ Note 1 - Goodwill

en milliers d'euros	BBi Belgique	Bigben Connected	Vox Diffusion	TOTAL
Valeur brute au 31 mars 2015	1 088	34 763	68	35 918
Perte de valeur				0
Activités abandonnées				0
Valeur nette au 31 mars 2015	1 088	34 763	68	35 918
Valeur brute au 31 mars 2014	1 088	34 763	68	35 918
Perte de valeur				0
Activités abandonnées				0
Valeur nette au 31 mars 2014	1 088	34 763	68	35 918

Le groupe réalise des tests de dépréciation sur les UGT sur une base annuelle à la date de clôture (31 mars N) et lorsque des indices de perte de valeur ont été identifiés.

Au 31 mars 2015, aucune dépréciation n'a été comptabilisée sur les UGT.

Hypothèses :

EBE	Excédent Brut d'Exploitation
ns	Non significatif
Taux d'actualisation (WACC)	10.8%
Taux de croissance à l'infini	2%



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

► Test de sensibilité

- Test de dépréciation sur le goodwill de Bigben Connected :

Valeur comptable de l'UGT		66 465 k€	
La valeur de l'UGT est surtout affectée par la perte de valeur de l'EBE en valeur terminale et le taux d'actualisation (WACC), dont les valeurs respectives sont:	EBE (k€)	11 332k€	
	% WACC	10.80%	
La valeur recouvrable de l'UGT est égale à sa valeur comptable en cas :			
	- de baisse du montant de l'EBE retenu en valeur terminale de :	EBE (k€)	-2.25%
	- ou de hausse du taux d'actualisation (WACC) de :	% WACC	+0.2 pts

Le résultat de l'évaluation est très sensible aux variations des paramètres EBE et Coût moyen pondéré du capital.

- Test de dépréciation sur le goodwill de Bigben Belgique :

Valeur comptable de l'UGT		2 447 k€	
La valeur de l'UGT est surtout affectée par la perte de valeur de l'EBE et le taux d'actualisation (WACC), dont les valeurs respectives sont:	EBE (k€)	345 K€	
	% WACC	10.8%	
La valeur recouvrable de l'UGT est égale à sa valeur comptable en cas :			
	- de baisse du montant de l'EBE retenu en valeur terminale de :	EBE (k€)	-18%
	- ou de hausse du taux d'actualisation (WACC) de :	% WACC	+2.8 pts

♦ Note 2 - Autres immobilisations incorporelles

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Valeur brute	35 944	33 508
Amortissements	(12 124)	(9 704)
Dépréciation		
Valeur nette	23 820	23 804

Valeurs brutes	Logiciels, Concessions et Brevets	Fonds de commerce	Relation Clientèle	Coûts de développement des jeux	Accomptes sur Incorporelles	Autres incorporels	TOTAL
mar.2013	2 606	2	22 300	12 436	18	1 607	38 969
Acquisition	332			3 719		45	4 096
Variation de périmètre							0
Transferts	(877)			(8 552)	(18)		(9 447)
Cessions	(110)						(110)
Ecart Change							0
mar. 2014	1 951		22 300	7 603	0	1 652	33 508
Acquisition				5 017	70	197	5 586
Variation de périmètre							0
Transferts				(3 015)		(102)	(3 015)
Cessions	(1)					(134)	(135)
Ecart Change							0
mar. 2015	2 354	2	22 300	9 605	70	1 613	35 944
Amortissements	Logiciels, Concessions et Brevets	Fonds de commerce	Relation Clientèle	Coûts de développement des jeux	Accomptes sur Incorporelles	Autres incorporels	TOTAL
mar.2013	(1 841)	0	(1 765)	(8 913)	0	(1 545)	(14 064)
Dotations	(230)		(1 115)	(3 834)		(18)	(5 197)
Variation de périmètre							0
Transferts	895			8 552			9 447
Cessions	8					102	110
Ecart Change							0
mar. 2014	(1 168)	0	(2 880)	(4 195)	0	(1 461)	(9 704)
Dotations	(269)		(1 115)	(4 133)		(53)	(5 570)
Variation de périmètre							0
Transferts				3 015			3 015
Cessions	1					134	135
Ecart Change							0
mar. 2015	(1 436)	0	(3 995)	(5 313)	0	(1 380)	(12 124)
Valeur nette	918	2	18 305	4 292	70	233	23 820

Le poste « Relation clientèle » correspond à la relation clientèle Accessoires téléphonie mobile comptabilisée lors de l'acquisition du groupe ModeLabs au 1er septembre 2011 pour un montant brut de 22 300 k€, générant un impôt différé passif de 7 656 k€. Cette relation clientèle est amortie en linéaire sur 20 ans. Une charge d'amortissement de 1 115 k€ a été comptabilisée sur l'exercice (reprise d'impôt différé correspondante).

Le poste « Coûts de développement des jeux » représente les dépenses engagées au titre des développements des jeux édités par le groupe. Chaque contrat signé avec un éditeur stipule le versement d'un minimum garanti représenté par une royauté unitaire et une quantité minimum de production. Lors de la production du jeu, un amortissement de ce minimum garanti est calculé, montant unitaire fixé après évaluation du potentiel de vente du produit en fonction des perspectives de commercialisation.

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Jeux en cours de développement	3 280	2 942
Jeux commercialisés	1 012	466
Valeur nette	4 292	3 408

♦ Note 3 - Immobilisations corporelles

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Valeur brute	28 153	27 867
Amortissements	(9 510)	(7 926)
Dépréciation	(1 894)	(1 938)
Valeur nette	16 749	18 003

Immobilisations financées par crédit-bail :

en milliers d'euros	Terrains	Constructions	Matériels	TOTAL
Valeur brute	1 385	12 719	3 223	17 327
Amortissements		(2 913)	(1 597)	(4 510)
Valeur nette	1 385	9 806	1 626	12 817

Valeurs brutes	Terrains	Constructions	Installations techniques	Acquis sur Corporelles	Autres Corporelles	TOTAL
mar. 2013	994	11 609	3 533	4 205	2 558	22 899
Acquisition	406	4 898	804	36	197	6 341
Variation de périmètre						0
Transferts		255		(255)		0
Cessions	(106)	(1 085)	(2)		(89)	(1 282)
Ecart Change			(73)		(18)	(91)
mar. 2014		15 677	4 262	3 986	2 648	27 867
Acquisition			135	50	338	523
Variation de périmètre						0
Transferts	136	3 113		(3 751)	31	(471)
Cessions		(27)			(88)	(115)
Ecart Change			270		79	349
mar. 2015	1 430	18 763	4 687	285	3 008	28 153

Amortissements	Terrains	Constructions	Installations techniques	Accomptes sur Corporelles	Autres Corporelles	TOTAL	
mar.2013		(2 915)	(2 155)	0	(1 869)	(6 939)	
Dotations		(631)	(300)	(1 938)	(239)	(3 108)	
Variation de périmètre						0	
Transferts						0	
Reprises			2		89	94	
Ecart Change			73		16	89	
mar. 2014		0	(3 543)	(2 380)	(1 938)	(2 003)	(9 864)
Dotations		(755)	(364)		(244)	(1 363)	
Variation de périmètre						0	
Transferts		(1 938)		1 938		0	
Reprises		71			85	156	
Ecart Change			(270)		(63)	(333)	
mar. 2015	0	(6 165)	(3 014)	0	(2 225)	(11 404)	
Valeur nette	1 430	13 069	1 182	285	783	16 749	

Les ensembles immobiliers (terrains et construction) des sites de Lesquin et Lauwin-Planque ont été financés par crédit-bail. Le coût de revient des terrains et constructions est de 14 575 K€, amortis pour une valeur de 2 912k€, soit une valeur nette de 11 663k€ au 31 mars 2015.

Il en est de même pour la chaîne logistique ainsi que les chariots élévateurs informatisés et les rayonnages, dont le coût de revient est de 2 752 K€ amorti pour 1 597 K€, soit une valeur nette de 1 155 K€ au 31 mars 2015.

L'amortissement comptable de l'installation photovoltaïque a débuté le 1^{er} octobre 2014.

♦ Note 4 – Titres mis en équivalence

Les sociétés du Groupe mises en équivalence ne sont pas cotées et n'ont donc pas de prix de cotation public. Aucun dividende relatif à des participations mises en équivalence n'a été reçu au cours de l'exercice.

au 31 mars 2015

en milliers d'euros	Modelabs Mobiles	Newwave Italia	JV US	TOTAL
Date de reporting	mars-15	juin-14	mars-15	
% part.	49%	26%	50%	
Total bilan	90 126	4 597	233	94 956
Actifs nets	30 528	190	97	30 815
CA	221 666	9 808	254	231 728
Résultats	5 910	6	28	5 944
Part du Groupe dans les actifs nets	14 959	49	48	15 056
Valeur comptable au bilan de BBI	15 252	86	48	15 387
Part du groupe dans le résultat	2 896	2	14	2 912

au 31 mars 2014

en milliers d'euros	Modelabs Mobiles	Newwave Italia	JV US	TOTAL
Date de reporting	mars-14	juin-13	mars-14	
% part.	49%	26%	50%	
Total bilan	106 520	3 727	108	110 355
Actifs nets	24 916	184	49	25 149
CA	610 098	11 235	67	621 400
Résultats	11 461	(409)	(23)	11 029
Part du Groupe dans les actifs nets	12 209	48	25	12 281
Valeur comptable au bilan de BBI	12 356	84	25	12 465
Part du groupe dans le résultat	5 616	-106	-12	5 498

* Note 5 – Autres actifs financiers non courants

Valeurs brutes	Actifs à la juste valeur par le Résultat	Dépôts de garantie	Autres titres	Autres créances	TOTAL
mar.2013	13 551	750	25	87	14 413
Acquisition / Augmentation		6		116	122
Variation de périmètre					0
Transferts					0
Cessions	(13 551)	(491)			(14 042)
Ecart Change		(7)			(7)
mar. 2014	0	258	25	203	486
Acquisition		94		49	143
Variation de périmètre					0
Transferts					0
Cessions		(15)		(140)	(155)
Ecart Change		31			31
mar. 2015	0	368	25	112	505

Cession de 46% du capital de Modelabs Mobiles

Il est rappelé que cette opération décidée en novembre 2012 s'inscrivait dans le cadre d'un recentrage du Groupe sur ses activités stratégiques. Elle présentait les modalités suivantes :

- Filialisation de l'activité de distribution de mobiles au sein d'une entité dédiée, ModeLabs Mobiles,
- Cession de 5 % du capital de cette nouvelle filiale à son management pour 1,5 M€ en novembre 2012,
- Option consentie au management jusqu'en octobre 2015 pour racheter pour 13,8 M€ auprès de Bigben Interactive 46 % du capital supplémentaire de la filiale.

Au cours de l'exercice précédent, Parcours Invest a exercé son call sur 46% d'actions de Modelabs Mobiles détenues par BBC, pour un prix de vente de 13,8 M€ (plus-value en consolidation de +0,2M€).

Cette opération s'est traduite par une sortie du bilan consolidé du groupe BBI du bloc « titres + options croisées » qui avait été comptabilisé le 1er décembre 2012 lors des opérations de spin off et de déconsolidation de l'activité Mobiles.

A l'issue de cette opération, le Groupe détient 49% du capital de Modelabs Mobiles et intègre une quote-part de résultat correspondante en « Résultat des sociétés mises en équivalence ».

◆ Note 6 - Actifs d'impôts différés

▷ Total Groupe

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
IDA sur déficits reportables	5 836	3 595
IDA sur différences temporaires	2 859	(90)
ACTIF NET D'IMPOT DIFFERE	8 695	3 505

▷ Détails par entité

en milliers d'euros	01/04/2014	Activation	Utilisation	31/03/2015
Bigben Interactive SA	1 820	3 205		5 025
Modelabs Group SA	1 114		(1 114)	0
BigBben Interactive GmbH	408	203		611
BigBben Interactive Belgium	143	0	(89)	54
Bigben Nederland BV	110		(28)	82
Bigben Spain		64		64
TOTAL DEFICIT REPORTABLE	3 595	3 472	(1 231)	5 836

Au 31 mars 2015, l'impôt différé sur le déficit fiscal de 5 836 k€ se décompose de la façon suivante:

- sur Bigben Interactive SA, un montant de 5 025 k€ correspondant au déficit fiscal activé de 14 594 k€ en base, dont 3 205 k€ sur la période (9 302 k€ en base).
- sur Bigben Interactive GmbH, un montant de 611 k€ correspondant au déficit fiscal activé de 4 074 k€ en base, dont 203 k€ sur la période (1 355 k€ en base).
- sur Bigben Hollande (BV), un montant d'impôt différé résiduel de 82 k€ (367 k€ de déficit en base) suite à l'utilisation de 28 k€ sur la période
- sur Bigben Belgique, un montant d'impôt différé résiduel de 54 k€ (160 k€ de déficit en base) suite à l'utilisation de 89 k€ sur la période
- sur Bigben Spain, un montant de 64 k€ compte tenu du déficit fiscal activé sur la période

Le solde du déficit fiscal de Modelabs Group SA ayant été utilisé sur la période, il n'y a plus d'impôt différé sur cette entité au 31/03/15.

Au 31 mars 2015, le déficit fiscal reportable est de 17 158 k€ (en base). Ces déficits ont été activés compte tenu des perspectives à court et moyen terme de résultat de ces entités.

KPMG

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ Note 7 – Stocks

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Valeur brute	67 659	57 827
Perte de valeur	(8 534)	(5 210)
Valeur nette	59 125	52 617

La hausse des stocks s'explique principalement par un renforcement des stocks d'accessoires téléphonie et par la constitution du stock de produits Thomson (démarrage de la distribution des produits Thomson en avril 2014).

♦ Note 8 – Créances clients

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Clients et effets en portefeuille	33 130	37 688
Pertes de valeurs pour créances douteuses	(1 117)	
TOTAL CREANCES CLIENTS	32 013	36 141

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

▷ Concentration clients:

Aucun client du Groupe ne représente plus de 10% du chiffre d'affaires consolidé du groupe.

Les clients en Allemagne et Benelux sont systématiquement assurés. De même, l'intégralité des clients à l'export fait l'objet d'une assurance-crédit lorsque le Groupe est exposé. En France, seuls sont assurés les clients autres que les acteurs de la grande distribution et les opérateurs Télécoms.

Les sociétés Bigben interactive SA et Bigben Connected SAS ont recours à l'affacturage pour l'essentiel de leurs clients de la grande distribution. Le contrat de factoring n'est pas déconsolidant, les créances clients factorisées non réglées au 31 mars 2015 figurent dans le poste « Clients et effets en portefeuille ».

▷ Crédit client:

en milliers d'euros	mar. 2015		mar. 2014	
Créances clients non échues	27 099	82%	31 894	85%
Créances clients échues	6 031	18%	5 795	15%
< à 30 jours	1 096	18%	1 363	24%
< à 90 jours	2 349	39%	2 523	44%
< à 1 an	1 301	22%	771	13%
> à 1 an	49	1%	(26)	0%
clients douteux	1 236	20%	1 164	20%
Total clients et effets en portefeuille	33 130		37 688	

Les clients douteux (1 236 k€) sont dépréciés à hauteur de 1 117 k€ au 31 mars 2015. Le groupe constate également des dépréciations sur des créances relatives à des clients qui ne sont pas considérés comme douteux, mais qui présentent un risque de recouvrabilité. Le montant de cette dépréciation est de 766 k€ au 31 mars 2015.

Les créances de moins de 3 mois ne présentent pas de risque particulier et ne sont pas individuellement significatives.

♦ Note 9 - Autres débiteurs

en milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Etats et collectivités locales (hors IS)	3 880	3 949
Personnel	64	138
Ristournes Fournisseurs à recevoir	3 102	3 330
Créances sur cessions immobilisations	0	2 800
Affacturage	598	1 245
Charges constatées d'avance	1 444	1 337
Acomptes et avances sur commandes	2 455	2 509
Comptes courants débiteurs	0	7 388
Débiteurs divers	1 163	1 256
TOTAL	12 706	23 951

Commentaires sur « Créances sur cessions immobilisations » et « Comptes courants débiteurs » au 31 mars 2014 :

- Comptes courants débiteurs 7 388 k€
- Créances sur cessions immobilisations 2 800 k€
- TOTAL 10 188 k€

Ces montants correspondaient respectivement à une distribution exceptionnelle de MDL Mobiles et au solde du paiement par Parcours Invest sur la cession de 46% des titres MDL Mobiles.

Ces sommes ont été encaissées au cours de l'exercice.



KPMG Audit
Tamponné seulement pour
besoins d'identification

♦ Note 10 – Trésorerie et équivalents de trésorerie

en milliers d'euros	31/03/2015	31/03/2014
Concours bancaires	(18 989)	(11 820)
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 065	3 691
Trésorerie nette	(11 924)	(8 129)

♦ Note 11 – Engagements envers le personnel

en milliers d'euros	01/04/2014	Dotations	Utilisations	Reprises	OCI - Ecartis actuariels	Variation de périmètre	31/03/2015
Provisions pour retraite & assimilées	416	14		(104)	84		410
TOTAL	416	14	0	(104)	84	0	410

en milliers d'euros	01/04/2013	Dotations	Utilisations	Reprises	OCI - Ecartis actuariels	Variation de périmètre	31/03/2014
Provisions pour retraite & assimilées	468	16		(127)	59		416
TOTAL	468	16	0	(127)	59	0	416

Les engagements sociaux et assimilés qui font l'objet d'une provision ne concernent que les sociétés françaises.
Les hypothèses retenues pour l'évaluation de ces engagements sont les suivantes :

Hypothèses retenues	mar. 2015	mar. 2014
Taux d'actualisation	1,3%	3,0%
Turnover	3 à 6%	1,0%
Table de mortalité	TF & TH 00.02	TF & TH 00.02
Taux d'évolution des salaires		
Cadres	2,0%	2,0%
Agents de maîtrise	2,0%	2,0%

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ **Note 12 – Passifs financiers courants et non courants**

en milliers d'euros	TOTAL	Échéance < 1 an	Échéance de 1 à 5 ans	Échéance > 5 ans
Total des passifs financiers au 31 mars 2015	46 582	38 944	3 744	3 895
Emprunt d'origine long terme	16 487	16 487		
Ligne de crédit / financement				
Emprunts sur locations financement	9 026	1 387	3 744	3 895
Concours bancaires courants	18 989	18 989		
Intérêts courus non échus	59	59		
Autres financements	2 022	2 022		
Total des passifs financiers au 31 mars 2014	49 328	23 519	21 237	4 572
Emprunt d'origine long terme	25 133	8 700	16 433	
Ligne de crédit / financement				
Emprunts sur locations financement	11 113	1 736	4 805	4 572
Concours bancaires courants	11 820	11 820		
Intérêts courus non échus	90	90		
Autres financements	1 173	1 173		

▶ Emprunts bancaires

- Emprunt Natixis / LCL de 40 M€ souscrit en juillet 2011 dans le cadre de l'acquisition du groupe ModeLabs, et dont le solde est de 16 M€ au 31 mars 2015. Cet emprunt était remboursable par tranche de 8 M€ sur 5 ans, la première échéance intervenant en juillet 2012. La société s'étant engagée sur des ratios financiers qui ne sont pas respectés au 31 mars 2015, le solde de la dette a été reclassé en emprunt à court terme. Cet emprunt a été renégocié en mai 2015 : sur les 16M€ restant dû, 4M€ seront versés entre octobre 2015 et mars 2016, 5.2M€ seront versés entre octobre 2016 et mars 2017, le solde de 6.8M€ sera versé le 31/03/2017.
- Emprunt Natixis d'un montant d'origine de 1.75 M€ accordé en décembre 2010 pour le financement des installations photovoltaïques du nouveau site de Lauwin Planque. Il est remboursable sur 5 ans. Le solde de cet emprunt est de 0.3 M€ au 31 mars 2015.
- Emprunt LCL d'un montant d'origine de 1.75 M€ accordé en décembre 2010. Il est remboursable sur 5 ans. Le solde de cet emprunt est de 0.3 M€ au 31 mars 2015.

▶ Emprunts sur location financement

Il s'agit des emprunts comptabilisés suite au retraitement des contrats de location-financement. Les principaux contrats en cours sont relatifs au site de Lauwin-Planque (cf « Note 3 - Immobilisations corporelles »).

♦ **Note 13 – Impôts différés passifs**

Ils correspondent essentiellement au solde au 31 mars 2015 de l'impôt différé comptabilisé sur la relation clientèle accessoires téléphonie mobile (6 302 k€, sur un total de 6 914 K€), le produit d'impôt correspondant comptabilisé sur l'exercice s'élève à 384 k€.

◆ Note 14 – Provisions

	01/04/2014	Variation de périmètre	Dotations	Reprises		Ecart de conversion	Autres	31/03/2015
				utilisées	non utilisées			
Non courant	416		14		(20)			410
Provisions pour risques								
- social								
- fiscal								
Provisions pour charges - autres								
Provisions engagements de retraite	416		14		(20)			410
Courant	128		667					795
Provisions pour risques	128							795
- commercial								
- social	128							128
- autres			667					667
Provisions pour charges - autres								
TOTAL	544		681		(20)			1 205

▶ Litige de propriété industrielle

Compte tenu des avis et des conseils de la société et de l'état des procédures en cours, la direction reste confiante dans sa capacité à résoudre ce litige sans perte financière. Néanmoins, une condamnation de 530 K€ pour concurrence déloyale ayant été prononcée à l'encontre de la société, une provision de ce montant a été constituée au 31/03/2015.

▶ Contrôle fiscal Bigben Connected

Cf. note 2.2.4.

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

◆ Note 15 – Autres créiteurs

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Etats et collectivités publiques (hors IS)	1 839	2 807
Personnel et organismes sociaux	2 877	2 917
Remises clients et clients créiteurs	9 130	8 778
Juste valeur des instruments financiers dérivés	7 512	386
Dettes sur immobilisations	317	350
Comptes courants créiteurs	3 626	0
Affacturage	451	1 256
Produits constatés d'avance	161	227
Créiteurs divers		3
TOTAL	25 913	16 723

Au 31 mars 2015, le compte courant créiteur, qui s'élève à 3 626 k€, correspond au compte courant MDL Mobiles chez Bigben Connected.

Juste valeur des instruments financiers dérivés : cf. notes 38 et 39.

• **Note 16 – Capitaux propres**

Nombre d'actions au au 31 mars 2013	16 039 616
Actions gratuites	164 000
Options sur actions exercées	
Emission lors d'un regroupement d'entreprises	
Nombre d'actions au au 31 mars 2014	16 203 616
Paiement dividende en actions	203 854
Options sur actions exercées	3 734
Emission lors d'un regroupement d'entreprises	
Nombre d'actions au au 31 mars 2015	16 411 204

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

Toutes les actions donnent droit aux actifs résiduels de la Société. Les porteurs d'actions ont droit à des dividendes lorsqu'ils sont décidés, et bénéficient d'un droit de vote par action aux assemblées générales.

S'agissant des actions de la Société détenues par le Groupe, tous les droits sont suspendus jusqu'à ce que ces actions soient remises en circulation.

► **Actions propres**

Un contrat de liquidité conforme à la Charte AMAFI avec l'animateur Oddo Corporate fait intervenir la Société comme seule contributrice à ce contrat entré en vigueur le 01 décembre 2010.

Période	Solde début de période	Achats	Apports	Ventes	Solde fin de période
mar. 2013 - mar. 2014	35 141	424 069		436 210	23 000
mar. 2014 - mar. 2015	23 000	325 701		300 960	47 741

Période	Achats	Ventes
mar. 2013 - mar. 2014	7,6402	7,6939
mar. 2014 - mar. 2015	5,5691	5,5590

• **Note 17 – Participations ne donnant pas le contrôle**

Au 31 mars 2015, il n'y a pas de participation ne donnant pas le contrôle dans les comptes consolidés du groupe.

• **Note 18 – Actifs détenus en vue de la vente et activités abandonnées**

Au 31/03/15 il n'y a aucun actif détenu en vue de la vente et aucune activité n'a été abandonnée au cours des 2 derniers exercices.

2.4.2 Notes complémentaires au compte de résultat

♦ Note 20 – Chiffre d'affaires

▶ Chiffre d'affaires par secteur d'activité

en milliers d'euros	Cumul 12 mois		Contribution	
	mar. 2015	mar. 2014	mar. 2015	mar. 2014
Chiffre d'Affaires	184 856	178 264	100%	100%
dont				
Accessoires	131 083	131 360	71%	74%
Audio	31 477	22 650	17%	13%
Edition	12 163	10 385	7%	6%
Distribution	10 133	13 869	5%	8%

▶ Répartition du chiffre d'affaires par zones géographiques

en milliers d'euros	Cumul 12 mois		Contribution	
	mar. 2015	mar. 2014	mar. 2015	mar. 2014
Chiffre d'Affaires	184 856	178 264	100,0%	100,0%
dont				
France	135 776	134 422	73,4%	75,4%
Europe	42 555	37 489	23,0%	21,0%
Reste du monde	6 525	6 353	3,5%	3,6%

♦ Note 21 – Autres produits de l'activité

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Subventions	172	340
Autres produits	199	867
TOTAL		1 207



Le poste « Subventions » représente les crédits d'impôts recherche.

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ Note 22 – Achats consommés

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Marchandises	(140 824)	(132 361)
Variation stock marchandises	10 372	3 381
Perte de valeur consommée	(3 324)	2 267
TOTAL	(133 776)	(126 713)

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Provision pour dépréciation des stocks	(8 534)	(5 210)

♦ Note 23 – Charges externes

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Achats non stockés	(1 119)	(1 032)
Sous-traitance	(544)	(3 263)
Loyers	(1 768)	(1 786)
Entretiens - réparations	(713)	(742)
Primes d'assurances	(422)	(382)
Autres services extérieurs	(1 237)	(558)
Honoraires	(3 551)	(3 061)
Frais de R&D	(490)	(527)
Publicité	(4 602)	(3 537)
Transports sur vente	(4 508)	(4 294)
Frais de déplacements	(1 632)	(1 768)
Frais de communication	(1 403)	(1 437)
Frais et services bancaires	(249)	
Autres charges externes	(595)	(611)
TOTAL	(22 834)	(23 348)

KPMG

KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ Note 24 – Charges de personnel

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Salaires et traitements	(12 895)	(12 033)
Charges sociales	(4 065)	(3 795)
Sous-total 1	(16 960)	(15 828)
Charges liées au régime de retraite	(755)	(679)
Variation de la provision pour prestations définies	93	78
Participation des salariés	(287)	(402)
Sous-total 2 (sans incidence sur la trésorerie)	(949)	(1 003)
TOTAL	(17 909)	(16 831)

* : y inclus régime additionnel sur Bigben Interactive

♦ Note 25 – Coût de l'endettement

Dans le cadre de la gestion du risque de taux, une couverture économique (ci-après « la couverture ») a été mise en place par la société-mère Bigben Interactive SA sur l'emprunt relatif à l'acquisition du groupe Modelabs à l'aide d'instruments dérivés de taux, pour la période allant d'octobre 2011 à juillet 2014. La société n'a pas utilisé la comptabilité de couverture. Afin d'optimiser la couverture en fonction des opportunités de marché, les montants couverts sont divisés en tranches distinctes faisant l'objet de swaps à des taux différents.

Au-delà des montants et des horizons visés par la couverture évoquée ci-dessus, le groupe reste exposé à un risque de hausse de taux pour son endettement à taux variable, la hausse des taux d'intérêts majorant le coût de son endettement.

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Autres intérêts et produits assimilés	1	499
Produits des valeurs mobilières de placement à la juste valeur		
PRODUITS FINANCIERS	1	499
Intérêts sur financement moyen terme	(363)	(713)
Frais relatifs au crédit bail	(223)	(206)
Autres intérêts financiers	(829)	(520)
CHARGES FINANCIERES	(1 415)	(1 438)
RESULTAT FINANCIER HORS CHANGE	(1 414)	(939)
Perte de change	(13 471)	(3 910)
Gain de change	1 774	1 644
Résultat de change	(11 697)	(2 266)
RESULTAT FINANCIER	(13 111)	(3 206)

La perte de change de l'exercice comprend une perte de 7 206 k€ liée à la comptabilisation de la variation de juste valeur des instruments financiers dérivés (cf. note 38).

La simulation de l'exposition du groupe à une surcharge du fait des taux d'intérêts est la suivante:

Surcharge de frais financiers (k€)	mar. 2015	mar. 2014
Augmentation de 1% des taux d'intérêts	208	323

• Note 26 – Impôts sur le résultat

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Impôt exigible	597	197
Impôt différé	(4 875)	(375)
TOTAL	(4 278)	178

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Résultat consolidé avant impôt et perte de valeur et résultat des activités abandonnées et MEE	(11 492)	(3 229)
Taux d'imposition de BBI SA (Mère)	33,33%	33,33%
Impôt théorique	3 831	1 076
Charges d'impôts	4 278	178
Ecart à analyser	447	(898)
IS sur différences permanentes	43	1 213
Comptabilisation d'impôts sans base	(158)	64
Activation des déficits antérieurs	106	(281)
Différence de taux	456	(98)
Ecart analysé	447	898

Il n'y a pas eu de changement dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe sur l'exercice.

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ **Note 27 – Résultat par action**

en euros	mar. 2015	mar. 2014
Résultat Net - Part du Groupe	(4 302 344)	2 447 711
Nombre moyen pondéré d'actions	16 277 049	16 071 283
Effet dilutif des options d'achat		
Nombre moyen d'actions après dilution	16 277 049	16 071 283
Nominal des actions (en euro)	2,00 €	2,00 €
Résultat de base par action	(0,26)	0,15
Résultat dilué par action	(0,26)	0,15

Nombre moyen pondéré d'actions utilisé pour le calcul du résultat par action

en euros	mar. 2015	mar. 2014
Actions ordinaires émises au 1 ^{er} avril	16 203 616	16 039 616
Prorata temporis des actions émises	121 174	54 667
Actions auto-détenues	(47 741)	(23 000)
Nombre d'actions à la clôture	16 277 049	16 071 283
Actions émises au cours de l'exercice	207 588	164 000
<i>Prorata temporis des actions émises</i>	<i>121 174</i>	<i>54 667</i>

Les actions émises au cours de l'exercice correspondent essentiellement au paiement du dividende en actions.

♦ **Note 28 – Paiement fondé en action**

▶ Actions gratuites :

Les plans d'actions gratuites 2008, 2010 et 2011 sont achevés (actions attribuées).

Date d'attribution du plan (CA)	14/10/2008	15/11/2010	24/10/2011
Période d'acquisition	2 ans	2 ans	2 ans
Période de conservation	2 ans	2 ans	2 ans
Nombre d'actions gratuites initialement attribuées	44 600	60 000	200 000
Nombre d'actions actuellement attribuées au 31 mars 2014	41 350	57 200	164 000
Nombre d'actions potentiellement attribuables au 31 mars 2014	Plan achevé	Plan achevé	Plan achevé
Cours de l'action à la date d'annonce du plan	Plan achevé	Plan achevé	Plan achevé
Juste valeur par action à la date d'attribution	Plan achevé	Plan achevé	Plan achevé

Les actions gratuites relatives au plan 2011 ont été définitivement acquises par les bénéficiaires le 24 octobre 2013 (période de conservation jusqu'au 24 octobre 2015).

♦ **Note 29 – Autres éléments opérationnels non-récurrents**

Aucun élément opérationnel non-récurrent n'a été comptabilisé sur l'exercice.

Le poste comportait lors de l'exercice précédent principalement les charges non récurrentes suivantes :

- escroquerie au Président dont a été victime une filiale du Groupe en fin d'année 2013 : 2 628 k€
- dépréciation de l'investissement photovoltaïque : 1 938 k€

2.4.3 **Autres informations**

♦ **Note 30 – Dividendes**

Le Conseil d'administration propose à l'Assemblée Générale de ne pas distribuer de dividende.

KPMG Audit
 Le présent document est uniquement pour
 l'usage des destinataires désignés

♦ Note 31 – Engagements hors bilan

▶ Garanties accordées

Engagements donnés	par	Bénéficiaire	mar. 2015	mar. 2014	Objet de l'engagement
Caution bancaire (1)	BBI SA	Commerzbank AG	0	0	Concours CT à BBI GmbH
Hypothèque	BBI Belgique	CBC Banque	0	0	Financement du site de Tubize
Caution Sisvel	BBI SA	Sisvel	139	109	Redevance produits audio – 150 kUSD

(1) Garantie de découvert à la Commerzbank à hauteur de 305 k€. Le découvert au 31 mars 2015 est nul.

▶ Autres engagements donnés

Compte tenu de son activité, la société engage des négociations avec ses fournisseurs plusieurs mois avant le lancement des produits qui seront commercialisés.



KPMG Audit

Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

♦ Note 32 – Covenants bancaires

▶ Acquisition Modelabs

Afin de financer l'acquisition de Modelabs, Bigben Interactive a obtenu un prêt de 40M€, remboursable sur 5 ans. Au 31 mars 2015, le capital restant dû s'élève à 16M€, avec les covenants suivants :

Covenant	Norme	Statut
RATIO 1 : ENDETTEMENT NET		
$\frac{\text{Cash flow net}}{\text{Service de la dette}}$	> 1.00	Non respecté
RATIO 2: LEVIER NET		
$\frac{\text{Endettement net}}{\text{EBITDA}}$	≤ 1.80	Non respecté
RATIO 3: LEVIER BRUT		
$\frac{\text{Endettement brut}}{\text{EBITDA}}$	≤ 2.00	Non respecté
RATIO 4: STRUCTURE		
$\frac{\text{Endettement net}}{\text{Fonds propres}}$	≤ 1.00	Respecté

Compte tenu de la négociation qui était en cours au 31 mars 2015 (et achevée en mai 2015) sur le rééchelonnement de la dette, il n'a pas été obtenu de waivers des établissements prêteurs sur le bris anticipé de ratios.

En conséquence, l'intégralité de la dette résiduelle soit 16 M€ a été reclassée en passifs courants au 31 mars 2015.

▶ Installation photovoltaïque

Afin de financer une installation photovoltaïque sur le toit de son entrepôt (Lauwin Planque), l'entreprise a obtenu un prêt de 1.75M€, dont le restant dû s'élève à 0.3M€, avec le covenant suivant :

Covenant	Norme	Statut
RATIO DE LEVIER BRUT		
$\frac{\text{Endettement brut}}{\text{EBITDA}}$	≤ 2.00	Non respecté

• Note 33 – Contrat de location simple

Date de clôture	mar. 2015			mar. 2014		
	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans	< 1 an	de 1 à 5 ans	> 5 ans
Echéances						
Loyers non annulables	1 288	2 700	986	1 334	2 961	1 564



KPMG Audit
 Tamponné seulement pour
 les besoins d'identification

♦ Note 34 – Instruments financiers (complément sur l'application IFRS 7)

au 31 mars 2015

en milliers d'euros	JUSTE VALEUR									
	Variation par catégorie d'instruments		Actifs évalués à la juste valeur (option juste valeur)	Instruments dérivés à la juste valeur par le résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts et créances	Passifs au coût amorti	Cours cotés	Modèle interne avec des paramètres observables	Modèle interne avec des paramètres non observables
Titres de participation	25		25						25	25
Autres immobilisations financières long terme	480			480				480		480
Actifs financiers non courants	505	0	0	480	0	0	0	480	25	505
Créances clients	32 013			32 013				32 013		32 013
Autres débiteurs	12 706		0	12 706				12 706		12 706
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7 065			7 065			7 065			7 065
Actifs financiers courants	51 784	0	0	51 784	0	0	7 065	44 719	0	51 784
ACTIFS	52 289	0	0	52 284	0	0	7 065	45 199	25	52 289
Passifs financiers à long terme	(7 639)			(7 639)				(7 639)		(7 639)
Passif financiers à court terme	(38 944)					(38 944)	(18 989)	(19 955)		(38 944)
dont emprunts à long terme	(19 955)					(19 955)		(19 955)		(19 955)
dont concours bancaires courants	(18 989)					(18 989)	(18 989)			(18 989)
Fournisseurs	(25 889)					(25 889)		(25 889)		(25 889)
Autres créditeurs	(25 913)		(7 512)			(18 401)		(25 913)		(25 913)
dont autres passifs financiers courants	(18 401)					(18 401)		(18 401)		(18 401)
dont instruments dérivés passif	(7 512)		(7 512)					(7 512)		(7 512)
Passifs financiers courants	(90 746)	0	(7 512)	0	0	(83 234)	(18 989)	(71 757)	0	(90 746)
PASSIFS	(98 385)	0	(7 512)	0	(7 639)	(83 234)	(18 989)	(79 396)	0	(98 385)



KPMG Audit
Tampone seulement pour
les besoins d'identification

au 31 mars 2014

	Variation par catégorie d'instruments					JUSTE VALEUR			
	Moins déduits à la juste valeur (option juste valeur)	Moins déduits à la juste valeur (option juste valeur)	Plus déduits à la juste valeur (option juste valeur)	Plus déduits à la juste valeur (option juste valeur)	Plus déduits à la juste valeur (option juste valeur)	Cours cotés	Modèle interne avec des paramètres observables	Modèle interne avec des paramètres non observables	Juste valeur de la classe
en milliers d'euros									
Titres de participation	25				25		461	25	25
Autres immobilisations financières long terme	461				461				461
Actifs financiers non courants	486	0	0	0	486	0	461	25	486
Créances clients	36 141				36 141				36 141
Autres débiteurs	23 951		0		23 951				23 951
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3 691				3 691	3 691			3 691
Actifs financiers courants	63 783	0	0	0	63 783	3 691	60 092	0	63 783
ACTIFS	64 269	0	0	0	64 244	3 691	60 583	25	64 269
Passifs financiers à long terme	(25 810)				(25 810)		(25 810)		(25 810)
Passif financiers à court terme	(23 519)				(23 519)	(11 820)	(11 699)		(23 519)
dont emprunts à long terme	(11 699)				(11 699)		(11 699)		(11 699)
dont concours bancaires courants	(11 820)				(11 820)	(11 820)			(11 820)
Fournisseurs	(27 761)				(27 761)		(27 761)		(27 761)
Autres créditeurs	(16 723)		(386)		(16 337)		(16 723)		(16 723)
dont autres passifs financiers courants	(16 337)		(386)		(16 337)		(16 337)		(16 337)
dont instruments dérivés passif	(386)				(386)		(386)		(386)
Passifs financiers courants	(68 003)	0	0	0	(67 617)	(11 820)	(56 783)	0	(68 003)
PASSIFS	(93 813)	0	0	0	(67 617)	(11 820)	(81 993)	0	(93 813)

KPMG

KPMG Audit
 Tamponné seulement pour
 les besoins d'identification

► Principe de détermination de la juste valeur :

La juste valeur des actifs et passifs financiers est déterminée à la clôture soit à des fins de comptabilisation, soit à des fins d'informations données en annexes. La juste valeur est déterminée :

- Soit en fonction de prix cotés sur un marché actif (niveau 1) ;
- Soit à partir de techniques de valorisation faisant appel à des méthodes de calcul mathématiques usuelles intégrant des données observables sur les marchés tels que les cours à terme ou les courbes de taux (niveau 2) ;
- Soit à partir de techniques de valorisation interne intégrant des paramètres estimés par le Groupe en l'absence de données observables ou de cours coté.

Prix cotés sur un marché actif (niveau 1):

Lorsque des prix cotés sur un marché actif sont disponibles, ils sont retenus prioritairement pour la détermination de la valeur de marché. Pour le Groupe, seuls les disponibilités et les concours bancaires courants sont valorisés sur cette base.

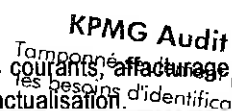
Justes valeurs déterminées à partir de modèles intégrant des données observables sur les marchés (niveau 2) :

Les instruments financiers dérivés (swaps de taux et FX TARN) sont négociés sur des marchés sur lesquels il n'existe pas de prix cotés. Par conséquent, leur valorisation est opérée nos contreparties, sur la base de modèles communément utilisés par les intervenants pour évaluer ces instruments dérivés.

Pour les dettes et créances à moins d'un an et les dettes à taux variable, la valeur comptable est considérée comme un approximation raisonnable de la juste valeur.



♦ **Note 35 – Echancier contractuel des décaissements**



Le tableau suivant présente, pour les passifs financiers comptabilisés (hors concours bancaires courants, affacturation et intérêts courus non échus) l'échéancier contractuel des décaissements, nominal et intérêts, hors effet d'actualisation.

en milliers d'euros		MOIS			ANNEE					TOTAL
		0 à 1 mois	1 à 3	3 à 12	1 à 2	2 à 3	3 à 4	4 à 5	> à 5	
Emprunts et dettes	Nominal	15 962	175	350						16 487
	Intérêts	1	2	5						8
Crédit baux	Nominal	240	104	1 043	1 165	1 074	1 067	937	3 396	9 026
	Intérêts	42	5	128	145	124	103	83	133	763
Passifs financiers *		16 245	286	1 526	1 165	1 074	1 067	937	3 396	25 696
Fournisseurs		14 798	11 091							25 889
Autres créditeurs		6 880	4 524	14 509						25 913
Passif impôt exigible				320						320
Loyers non annulables		115	237	936	913	633	584	569	986	4 974
Total passifs financiers		54 283	16 424	18 817	3 388	2 905	2 821	2 526	7 911	109 076

* Valeur du Nominal sur emprunts et dettes et crédits-bails : 25 513 K€
 Concours bancaires courants : 18 989 K€
 Affacturation : 2 022 K€
 ICNE : 59 K€
Total Passifs financiers au Bilan (31 mars 2015) : 46 582 K€

♦ **Note 36 - Ventilation des dettes financières par échéance et par nature ***

en milliers d'euros	ANNEE					TOTAL
	à 1 an	à 2 ans	à 3 ans	à 4 ans	5 ans et +	
Taux fixe	454	254	187	163	13	1 071
% / total 1	42%	24%	17%	15%	1%	100%
Taux variable	17 420	910	886	905	4 321	24 442
% total 2	71%	4%	4%	4%	18%	100%
TOTAL	17 874	1 164	1 073	1 068	4 334	25 513

Analyse par trimestre de l'échéancier de l'exercice en cours

en milliers d'euros	TRIMESTRE				TOTAL
	1	2	3	4	
Taux fixe	112	113	114	115	454
% / total 1	25%	25%	25%	25%	100%
Taux variable	16 367	409	409	235	17 420
% total 2	94%	2%	2%	1%	100%
TOTAL	16 479	522	523	350	17 874

* Dettes financières hors concours bancaires, hors intérêts courus non échus et hors affacturage

♦ Note 37 – Risque de change sur les approvisionnements

L'essentiel du risque de change correspond aux achats en USD effectués par Bigben Interactive France à sa filiale de Hongkong.

en milliers d'euros	mar. 2015	mar. 2014
Montant des achats des BU à Bigben Hong-Kong		
Bigben Interactive France	(28 226)	(15 469)
Bigben Connected	(19 585)	(12 646)
TOTAL	(47 811)	(28 115)
Sensibilité au taux du \$		
+10% = profit	(4 346)	(2 268)
-10% = surcoût	5 312	2 772

KPMG Audit
 Compagnie soumise à la réglementation
 de l'Etat de l'Indonésie

♦ Note 38 – Instruments financiers dérivés de change

Le Groupe est engagé au 31 mars 2015 dans des contrats de type « FX TARN ». Il s'agit de produits dérivés structurés complexes par lesquels le Groupe s'engage à acheter ou à vendre des USD selon un échéancier et à des taux définis à la signature du contrat. Le TARN est une stratégie visant à accumuler des USD à un cours amélioré par rapport aux cours comptant et à terme actuels en contrepartie d'une incertitude sur le montant total de USD potentiellement accumulés. En cas de variation importante du taux de change EUR / USD (respectivement à la hausse ou la baisse selon que la société achète ou vende des USD), l'exposition à l'achat ou à la vente peut être accrue et conduire à la comptabilisation de perte de change sur ces instruments.

Le tableau suivant présente les positions au 31 mars 2015 :

Devise	Position	Statut	Date de souscription	Échéance	Nominal en USD (milliers)	Strike	Au 31 mars 2015, en milliers				
							Montant accumulé en USD	Montant levé en USD	Montant accumulé net des levées en USD	Montant maximal restant à accumuler en USD	Valeur mark to market au en EURO
USD	Vente	Actif	sept-15	déc-15	28 499 / 56 999	1,3195	23 470	2 500	20 970	33 529	-9 112
USD	Achat	Actif	janv-15	janv-17	7 280 / 14 560	1,3000	700		700	13 160	100
USD	Achat	Actif	janv-15	déc-16	35 000 / 70 000	1,2345	3 500		3 500	63 000	607
USD	Achat	Actif	févr-15	janv-17	15 600 / 31 200	1,2281	1 000		1 000	19 200	119
USD	Achat	Désactivé	déc-15	févr-16			2 500	2 000	500		87
USD	Achat	Désactivé	janv-15	nov-15			1 000		1 000		168
USD	Achat	Désactivé	févr-15	déc-15			3 000		3 000		503
USD	Achat	Désactivé	mars-15	janv-16			1 500		1 500		168
											-7 360

► Valorisation :

La valeur "mark to market" de ces instruments financiers est de -7 360 k€ au 31 mars 2015. Elle a été comptabilisée au passif en « autres créiteurs » (cf. note 15) par résultat (note 25).

► Sensibilité :

Une appréciation de l'EURO par rapport à l'USD de +10% au 31 mars 2015 aurait réduit la perte latente de +3,7m€. Une dépréciation de l'EURO par rapport à l'USD de -10% au 31 mars 2015 aurait augmenté la perte latente de -4.6m€.

► Restructuration des instruments financiers dérivés (post-clôture) :

Le Groupe a « restructuré » ses instruments financiers dérivés début avril 2015 :

- Réduction de l'exposition à la vente sur l'USD de -10.2mUSD (de 54,5mUSD à 44,3mUSD) par la levée anticipée de positions à l'achat sur l'USD ;
- Remplacement du TARN à la vente sur l'USD par deux contrats de vente à terme d'USD d'un nominal de 22,15mUSD chacun, soit 44,3mUSD au total (échéance respectivement au 31/12/2015 et 31/12/2016, cours à terme 1,3322) ;
- Achat à terme de 15mUSD (échéance au 31/12/2016, cours à terme EUR / USD de 1,103)
- Souscription à un nouveau TARN à l'achat sur l'USD (notionnel : 24,99mUSD / 49,98MUSD, échéance en mars 2017).


◆ **Note 39 – Gestion du risque de taux**

Des instruments de gestion du risque de taux ont été mis en place sur l'emprunt relatif à l'acquisition de ModeLabs. Afin d'optimiser la couverture en fonction des opportunités de marché, les montants couverts sont divisés en tranches distinctes faisant l'objet de swaps à des taux différents.

La valeur « mark to market » des couvertures de taux non utilisées est de -151 k€ au 31 mars 2015.

Période	Montant couvert	Nombre de tranches	Taux tranche 1	Taux tranche 2	Taux tranche 3	Taux tranche 4
juillet 2014 / juillet 2015	16 000	1			0,95	
juillet 2015 / juillet 2016	8 000	1			0,95	

2.4.4 Informations relatives aux parties liées

Les transactions avec les parties liées concernent les opérations commerciales ou  réalisées entre la société mère, ses filiales et ses dirigeants, et principalement les opérations suivantes :

- Achats et ventes de marchandises,
- Locations immobilières,
- Avance de trésorerie en compte courant,

KPMG Audit
Tamponné seulement pour
les besoins d'identification

Toutes les conventions ci-dessous sont conclues à des conditions normales de marché.

◆ **Rémunérations des mandataires sociaux**

en milliers d'euros	Avantages à court terme	PIDR (1)	Paiements fondés en action	Indemnité de fin de contrat de travail	Régime spécifique de retraite complémentaire
au 31 mars 2014	335	2			
au 31 mars 2015	329	4			

(1) *Avantages postérieurs à l'emploi*

◆ **Rémunération du Comité Exécutif**

en milliers d'euros	Avantages à court terme	PIDR (1)	Paiements fondés en action	Indemnité de fin de contrat de travail	Régime spécifique de retraite complémentaire
au 31 mars 2014	1 469	(22)			10
au 31 mars 2015	1 209	3			15

(1) *Avantages postérieurs à l'emploi*

◆ **Transaction avec les principaux dirigeants et administrateurs**

Il est indiqué qu'aucune autre convention entre parties liées n'est à mentionner dans l'annexe car elles sont :

- soit conclues avec des filiales détenues à 100%.
- soit conclues à des conditions normales de marché.
- soit considérées comme non significatives.

◆ **Honoraires des commissaires aux comptes**

en milliers d'euros	mar. 2015		mar. 2014	
	KPMG	FMA	KPMG	FMA
Honoraires des CAC				
Commissariat aux comptes	214 500	108 260	184 100	112 500
Emetteur ⁽¹⁾	141 000	95 000	114 100	95 000
Sociétés intégrées globalement	73 500	13 260	70 000	17 500
Autres diligences liées à la mission	62 000	0	19 000	0
Emetteur	62 000		13 000	
Sociétés intégrées globalement	0		6 000	
Autres prestations				
TOTAL	276 500	108 260	203 100	112 500

⁽¹⁾ dont pour KPMG € 40 000 d'honoraires complémentaires relatifs aux travaux prévus par le règlement général de l'AMF suite à l'émission de BSA en juin 2014.



KPMG Audit
 Tamponné seulement pour
 les besoins d'identification